

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livorno, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la déviation de l'Internationale, contre la "théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; la rattachement des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et bureaucratique.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouillon - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.255-22 Marseille

Ed. Resp. Mr Arnoldy
256, rue de la
Jardinrière
ANGLERS

PRIX :
20 F

Contre l'offensive internationale du capitalisme,
contre les apôtres du chauvinisme et de la soumission

prolétaires de tous les pays unissez-vous !

Bien, les bourgeois justifiaient l'austérité par la crise. Aujourd'hui, ils prétendent que les sacrifices sont encore plus nécessaires pour permettre la reprise afin d'améliorer notre sort... demain. Chômage accru pour les uns, baisse des salaires et cadences accélérées pour les autres, insécurité et misère pour tous, en attendant une nouvelle crise plus grave encore : le capitalisme ne peut rien nous promettre d'autre.

NON AUX SACRIFICES EN L'ATTENTE !

Le mode de production capitaliste est basé sur des antagonismes de classe que ses représentants officiels et ses laquais opportunistes essaient en vain de masquer ou d'atténuer, mais qui explosent violemment à intervalles réguliers. Cela montre que nous ne pouvons défendre nos conditions de vie et de travail qu'en rompant avec la défense de l'économie nationale, cette machine à nous exploiter à laquelle les valets réformistes de la bourgeoisie veulent nous enchaîner.

Ce mode de production est basé sur une guerre permanente entre capital et travail. Cela signifie que nous ne pouvons pas résister à ses violentes attaques (qui ne cessent pas même quand il se paie le luxe de nous jeter quelques miettes de plus) sans répondre à sa guerre par notre guerre.

Le capital se dresse contre nous en mobilisant toutes les ressources matérielles et idéologiques dont sa classe dispose grâce à son monopole sur toutes les richesses. Nous devons lui opposer le front compact de la solidarité entre tous les exploités, de toutes les catégories, de toutes les usines, de tous les pays, "nationaux" et immigrés, travailleurs actifs et chômeurs, jeunes et vieux, hommes et femmes, en agissant de l'intérieur et de l'extérieur des organisations syndicales que nous avons nous-mêmes créées en un siècle d'histoire, pour qu'elles fassent au moins ce qu'elles déclarent encore malgré tout vouloir faire pour la défense de nos conditions d'existence.

Le capital prétend que lorsqu'il diminue notre salaire ou ne le jette sur le pavé, il le fait dans "l'intérêt de la communauté nationale". Nous répondons que pour nous il n'existe qu'une seule communauté, celle de notre classe, et que notre véritable intérêt nous impose d'arracher par la force des augmentations de salaires pour les travailleurs actifs, le salaire intégral pour tous les chômeurs, les licenciés et les retraités, la diminution radicale de la journée de travail sans diminution de salaire, la diminution des charges de travail et la suppression des heures supplémentaires!

Le capital nous promet de satisfaire nos revendications, mais demain seulement, quand les investissements auront eu le temps de faire repartir la machine économique (en comptant sur le "sens des responsabilités" de nos soi-disant "représentants syndicaux et politiques" pour nous faire respecter les règles du jeu : ordre, discipline, productivité, ascétisme!). Nous répondons que les augmentations de salaire et la réduction du temps de travail, NOUS LES VOULONS DÈS MAINTENANT, et que nous n'avons pas l'intention d'abandonner nos revendications contre des promesses lointaines et vides, et encore moins d'abandonner nos agents élémentaires de lutte, au pre-

SUPPLÉMENT BELGE N° 3
Mai 78

DANS CE NUMERO

- p 3 Situation en Belgique
- p 5 Le fédéralisme : un mot d'ordre anti-prolétarien
- pi0 Le conflit de l'ALE
- pi1 Intervention, Correspondance
- pi2 Les communistes et la question féminine
- pi4 Les maoïstes et la défense nationale
- pi7 Notes internationales
- pi9 Sur la naissance du PCB (2° partie)

Dans le N°265 du
"PROLETAIRE" :

- **Terrorisme, Démocratie et Communisme en Italie et en Allemagne** (p. 6 et 7)
- **Dans les cinq continents** (p. 3) : Chine, Russie, Portugal
- **Luttes ouvrières, interventions** (p. 4 et 5) : travailleurs immigrés, Braud, hospitaliers, instituteurs, le ménage dans les syndicats
- **Eisenstein et le PCF** (p. 1)

Permanence du Parti

Le 2° mercredi de chaque mois
de 19h30 à 21h30
à l'ASBL Club, 51, av de la
couronne
BRUXELLES - 1050

mier rang des-queis nous mettons la grève sans préavis et sans limitation préalable de durée !

Devant la menace du réveil prolétarien, la bourgeoisie appelle les partis réformistes et opportunistes à la rescousse. Mais une fois au pouvoir, ces partis qui ont épousé depuis longtemps la cause de l'ordre bourgeois, ne font rien d'autre que gérer l'Etat et ramener l'ordre social afin de préserver la domination bourgeoise. C'est avec leur complicité ou leur appui ouvert que l'Etat renforce sans cesse la machine bureaucratique, militaire et policière qui nous maintient en esclavage. En Italie, le parti "communiste" soutient le gouvernement chargé d'imposer l'austérité aux travailleurs et se montre le défenseur le plus ardent de l'ordre bourgeois. En Belgique, le PSB au gouvernement depuis un an mène ouvertement une politique anti-ouvrière et joue à plein son rôle de gérant de capital (n'en déplaise aux centristes comme la LEF qui voient dans le PSB un parti ouvrier...). Partout les dirigeants réformistes dénoncent les prolétaires qui cherchent à s'organiser pour se défendre contre la violence légale ou "illégal" (milices, gardiennages, fascistes, etc.) de la bourgeoisie. Ils veulent une classe ouvrière "pacifique", c'est à dire soumise. Contre la violence bourgeoise, contre la politique de soumission du réformisme, utilisons notre seule arme, NOTRE FORCE ;

- AUTO-DEFENSE OUVRIERE CONTRE LA VIOLENCE BOURGEOISE !

Les bourgeois et leurs complices réformistes prétendent remplacer la lutte des classes par la défense de "notre" économie dans la guerre commerciale internationale. Ils cherchent ainsi à nous opposer les uns aux autres, pays par pays, alors que la classe ouvrière est UNE SEULE CLASSE INTERNATIONALE et que sa force doit venir de son union par dessus les frontières. Rappelons-nous le cri du "manifeste communiste" : les prolétaires n'ont pas de patrie ! Accepter la défense de l'économie nationale, cela signifie non seulement accepter encore davantage de sacrifices pour aider nos exploitateurs dans la guerre commerciale, cela signifie laisser les mains libres à la bourgeoisie pour le pillage impérialiste et donc pour l'oppression des peuples colonisés, en attendant qu'elle nous remercie en nous envoyant demain ou après demain verser notre sang dans une nouvelle guerre impérialiste pour le repartage du monde. Refusons les mots d'ordre honteux du chauvinisme - même commercial ! - et de la division des rangs ouvriers ! Dans tous les pays, nos intérêts et nos buts sont les mêmes :

- A BAS LA SOLIDARITE NATIONALE DANS LES GUERRES COMMERCIALES, DANS LES BRIGANDAGES IMPERIALISTES, OU EN QUELQUES MATIERE QUE CE SOIT !

- SOLIDARITE AGISSANTE AVEC LES LUTTES ANTI-IMPERIALISTES DES PEUPLES ASSERVIS !

Dans toutes les luttes, groupons-nous autour de ces exigences élémentaires de la lutte de classe pour

- OPPOSEE A LA BOURGEOISIE ET A SES COMPLICES REFORMISTES UN VERITABLE FRONT DE CLASSE !

Le chemin est difficile, mais il n'y en a pas d'autre pour nous défendre efficacement contre l'offensive du capital. Ce n'est qu'ainsi que pourra naître et progresser notre force collective, la grande UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS CONTRE LE CAPITAL, la seule cause qui mérite tous nos sacrifices parce que sa réalisation rapprochera l'heure de la révolution prolétarienne mondiale et l'instauration de notre dictature de classe, qui garantira notre émancipation et entreprendra la transformation communiste de la société.

C'est en prenant cette voie que nous pourrions en finir avec la mascarade des Premiers Mai actuels, que bourgeois et réformistes ont transformés en célébrations du travail salarié et de la paix sociale. C'est ainsi que nous pourrions renouer avec la tradition des Tiers Mai prolétariens et révolutionnaires, qui écrivaient sur le drapeau unique des ouvriers du monde entier, rouge du sang versé pour notre cause :

PROLETAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Le Parti dans la tradition marxiste

● Marx

« Dans sa lutte contre le pouvoir unifié des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir en tant que classe que s'il se constitue en parti politique autonome, qui s'oppose à tous les autres partis constitués des classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et la réalisation de son but final : l'abolition des classes » (Article 7 a des Statuts de l'AIT, 1864).

● Lénine

« Il est ridicule d'invoquer la diversité des circonstances, le changement des périodes : la construction d'une organisation de combat et d'agitation politique sont obligatoires dans n'importe quelles circonstances « terribles, pacifiques », dans n'importe quelle période de « déclin de l'esprit révolutionnaire ». Bien plus, c'est précisément dans ces circonstances et ces périodes qu'un pareil effort est nécessaire, car au moment de l'explosion, de la conflagration, il est trop tard pour créer une organisation [...] Or sans une organisation solide, rompue à la lutte politique en toutes circonstances et en toutes périodes, il ne saurait même être question de ce plan d'action systématique établi à la lumière de principes fermes suivis sans défaillance, qui seul mé-

rite le nom de tactique » (Par où commencer, Lénine, Œuvres, t. 5, p. 14).

● Trotsky

« Le parti ouvrier — le vrai — n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire : ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs [...] »

« Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'œil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche » (Trotsky, Les leçons de la Commune, février 1921).

● La Gauche

« Bien qu'il ne comprenne qu'une partie de la classe, c'est le parti seul qui lui donne son unité d'action et de mouve-

ment, parce qu'il regroupe les éléments qui, dépassant les limites de catégorie et de localité, sentent et représentent la classe.

Ceci éclaire le sens de cette vérité fondamentale : le parti n'est qu'une fraction de la classe. Celui qui, considérant l'image statique et abstraite de la société, y verrait apparaître une zone, la classe, et à l'intérieur de celle-ci un petit noyau, le parti, tomberait facilement dans cette conclusion que toute la partie de la classe — presque toujours la majorité — qui est en dehors du parti pourrait avoir un poids plus grand, un droit plus grand. Mais pour peu que l'on pense que dans cette grande masse les individus n'ont pas encore une conscience et une volonté de classe, qu'ils vivent pour leur propre égoïsme, ou pour la catégorie, ou pour le clocher, ou pour la nation, on verra que pour assurer dans le mouvement historique l'action d'ensemble de la classe, il faut un organisme qui l'anime, la cimenter, la précède, en un mot l'encadre ; on verra que le parti est en réalité le noyau vital sans lequel il n'y aurait plus aucune raison de considérer toute la masse restante comme un faisceau de forces.

La classe présuppose le parti, parce que pour être et agir dans l'histoire, la classe doit posséder une doctrine critique de l'histoire et un but à atteindre dans celle-ci (Parti et classe, 1921).

L'AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE

Depuis quelques temps déjà, la bourgeoisie commençait à sentir le besoin pressant d'en finir avec la question communautaire, (qui a merveilleusement bien détourné l'attention de la classe ouvrière lors de la rentrée sociale et les mois qui ont suivi) pour revenir aux questions économiques, les prévisions n'étant pas brillantes.

Les propositions pour remédier à la crise, les "plans" (Humblet, Spitaels ...) pullulent, s'efforçant d'être aussi nouveaux que possible, mais tous avec un point commun : ils s'attaquent au niveau de vie et aux fameux "acquis" de la classe ouvrière.

Le chômage depuis le 15 Novembre est passé de 7,1% à 7,3% avec une légère diminution en février - l'IRES prévoit pour 1978 entre 25000 et 50000 chômeurs en plus - le chiffre de 300000 chômeurs complets étant bien dépassé, il devient le chiffre le plus élevé d'après la guerre. En vue de combattre le chômage Mr Mundeleer vient de déposer un projet de loi relatif à l'octroi d'une indemnité de rapatriement à certains immigrés, fixant un terme au paiement en leur faveur des allocations chômage. La place laissée par ceux-ci permettra de mettre en application "la revalorisation du travail manuel" qui fait partie du plan Spitaels.

Quant à la proposition du travail à temps partiel, la FEB souligne l'intérêt de cette formule. "Son" intérêt peut-on dire, car c'est une véritable attaque contre la classe ouvrière. La FEB (Fédération des Entreprises Belges) vient de publier un rapport dans lequel elle demande de prévoir des dispositions pour remédier à l'accroissement des cotisations patronales résultant dans certains cas de l'occupation de travailleurs à temps partiel. Des adaptations seraient nécessaires en ce qui concerne les allocations familiales, les assurances maladies, invalidité et les indemnités de chômage. Sur ce dernier point par exemple, un ouvrier travaillant 22 heures par semaine, au chômage il n'aurait droit qu'au 22/40ème des allocations complètes, si la durée du travail se situe à 40 heures par semaine dans l'entreprise où il travaillait. Encore une fois les travailleurs feront les frais de toutes ces mesures prises par l'Etat, dans l'intérêt ... de la nation ! Toujours à propos du chômage, Mr Spitaels (PSE) vante la législation belge en comparaison des autres pays d'Europe ... D'où la nécessité de revoir cette législation, les abus doivent cesser ! Si en 1977 on note qu'il y a eu 38530 exclusions de travailleurs ayant droit au chômage on peut s'attendre à une forte augmentation en 78. Déjà les statistiques paraissant dans l'"Echo de la Bourse" notent qu'en février le chômage a légèrement diminué, ceci étant dû d'une part à l'introduction des pré-pensions spéciales et d'autre part à une diminution des jeunes chômeurs admis au bénéfice des allocations chômage au terme de leurs études. Et ce n'est certainement pas les perspectives économiques qui permettent de prévoir une amélioration de l'emploi. Depuis 1974 les dépenses d'investissement des entreprises n'ont cessé de diminuer et aucune amélioration n'est prévue (les "Echos" 9.2.78), ceci entraînant inévitablement des licenciements. On note déjà une baisse de 17% des demandes d'emploi par rapport à Mars 77. Dans le secteur sidérurgique on prévoit d'ici 1985 une perte de 14000 emplois soit plus d'un travailleur sur 4 ("Monde" 7.2.78). Avec le Grand Duché, la Belgique a une capacité de production à peu près égale à celle de la France ou de la Grande Bretagne; ce qui l'oblige à exporter 80% de sa production, et la rend très vulnérable en temps de crise (n'étant pas très concurrentielle face à un pays comme le Japon par exemple qui vend meilleur marché).

Pour la bourgeoisie belge, il devient nécessaire de compresser les salaires et d'opérer une restructuration complète : le vieillissement des machines et les rendements productifs bas, font fuir les investissements étrangers. A Propos de l'économie wallonne par exemple, si les investissements étrangers se montaient en 1976 à 10560 millions de francs, au cours des premiers mois de 1977, ils n'étaient que de 4756 millions de francs.

L'offre sur le marché de produits en provenance de pays sous développés est un danger pour l'économie belge. Certains parlent de prendre des mesures protectionnistes. Mais la banque nationale, dans son rapport annuel s'y oppose (Echos 9.2.78) "la banque entreprend une justification en règle de sa politique intransigeante du franc belge, elle oppose un non catégorique à toutes les formules protectionnistes y compris la dépréciation de la monnaie comme soutien de l'exportation. Le rapport insiste sur le degré élevé de dépendance de notre économie à l'égard de

de l'extérieur - 1/4 de nos achats à l'étranger est constitué par des produits auxquels jamais une production nationale ne pourra être substituée. Notre industrie est essentiellement transformatrie et les exportations contiennent 40% de produits importés. Quant aux dépenses intérieures elles comprennent 30% de marchandises et de services venus d'ailleurs.

Toutes hausses des prix des produits importés se répercutent par conséquent largement sur les prix des biens fabriqués dans le pays". Et dans le cas de la Belgique une dépréciation renchérirait tous les prix à l'importation d'un pourcentage supérieur à celui de la production.

D'autres secteurs importants n'échappent pas à la crise. L'industrie du vêtement, qui durant les 17 années écoulées est devenu le 1er exportateur d'habillement d'Europe n'en a pas moins perdu ces trois dernières années 15000 emplois, ce qui monte le chiffre à 23000 chômeurs actuellement. La concurrence vient des pays sous-développés, qui si les niveaux de productivité technique et les investissements sont égaux ou bien supérieurs à ceux des pays industrialisés, pratiquent une politique de salaire particulièrement bas (10 à 20% des salaires belges) (Echos du 11.1.78). Cette concurrence se fait de plus en plus aigüe. Déjà en 1976, le rapport Godeaux que Mr Tindemans avait chargé de faire par une commission, proposent d'encourager les investissements à l'étranger nécessaire au développement des exportations. Ce qui revient en réalité à encourager les entreprises à fabriquer une partie de production dans les pays où elles peuvent se procurer de la main-d'oeuvre à bon marché. Ne doit-on pas voir dans la récente visite du Président Mobutu en Belgique, dans le but d'obtenir un aide financière industrielle et militaire (ce que la Belgique) s'apprête à donner) la concrétisation de cette politique.

Face aux contradictions irréversibles du capitalisme, provoquant une crise internationale, la bourgeoisie ne peut la combattre qu'en s'attaquant à la classe ouvrière, ce qui nécessite une vigoureuse réaction prolétarienne. Les premiers soubresauts commencent à apparaître ces derniers mois, souvent timides et soumis aux directions syndicales, mais n'annoncent pas moins un avenir difficile pour la bourgeoisie. C'est le cas de la grève à la FN, commencée le 22 février. Quelques revendications ont été satisfaites, dont celle de la réduction de 2 heures de travail hebdomadaire (38 heures désormais). Mais la grève continue dans de nombreuses entreprises portant sur des revendications salariales et une amélioration des conditions de pré-pensions. Ce n'est pas la première fois que la FN est en lutte, la direction s'en inquiète et réclame, en compensation des faveurs accordées, une paix sociale de deux ans. Ce contre quoi les directions syndicales ne réagissent pas. La bourgeoisie craint que cette lutte soit un détonateur, et dans de telles situations la collaboration de classe devient nécessaire et se fait ouverte.

Le ministre socialiste Claes déclare à propos de la réduction du temps de travail : "Tout le monde doit mettre de l'eau dans son vin. Si tout le monde, l'Etat et le secteur privé, les patrons comme les travailleurs veulent faire un effort alors seulement nous aurons une chance de réussir cette politique industrielle ... Dans la crise que nous vivons la modération est nécessaire absolue..."

Nécessité absolue pour le régime capitaliste Mr Claes !

Pour notre part nous espérons et nous travaillons à ce que le prolétariat retrouve le chemin de la lutte de classe, qu'il soit capable de secouer le carcan dans lequel l'enferme l'opportunisme c'est à dire les partis soi-disant ouvriers, qui pratiquent la collaboration de classe, et les directions syndicales traitres. Ce n'est que de cette façon que la classe ouvrière pourra opposer à la solution bourgeoise à la crise sa propre solution : le renversement de la bourgeoisie par la révolution prolétarienne, pour la victoire du communisme !

il programma comunista

- Partiti e sindacati opportunisti: Sempre più direttamente al servizio dello Stato
- L'ideologia delle B.R.: Dallo spontaneismo al terrorismo
- Attacco israeliano nel Libano
- Una nostra circolare di indirizzo dell'attività sindacale
- La memoria della classe operaia: La storia gloriosa dei minatori statunitensi.
- Contrasti insanabili tra i capitalismi americano e tedesco: crisi del dollaro
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe
- La nostra voce ben distinta dal coro delle recriminazioni democratiche
- L'assassinio dei due giovani a Milano: Per i partiti e i sindacati « operai » i morti che contano sono altri.
- Elezioni francesi: La « nostra campagna » e la loro
- E così scandaloso il « sei garantito »?
- Vita di Partito: Nostri interventi in campo rivendicativo

Presse du Parti

Voici le sommaire du n° 12 de

El Comunista

- El PCE a la hora de la verdad: ¡Abajo el partido obrero burgués!
- En el Metal de Tarragona
- Indochina: la ruptura del equilibrio
- Olivetti en huelga
- Una mala manera de plantear las reivindicaciones inmediatas
- Canarias sobre un volcán

Le prolétaire

Supp. Suisse n° 10

- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste.
- Pour une opposition de classe à la PFS.
- La Suisse et l'ONU: bientôt un brigand de plus dans la caverne.
- La 9^e révision de l'AVS.
- Notes syndicales et luttes ouvrières: « Combattre », Dubied, Naville, Matisa, etc.
- Quand le maître reconnaît les services de son valet.
- L'OCDR: sous le jargon ésotérique un démocratisme vulgaire.



Kommunistisches Programm

LE FEDERALISME EN BELGIQUE:

UN MOT D'ORDRE ANTI-PROLETARIEN

Au lendemain du pacte Egmont et des accords de Stuyvenberg, les négociateurs affirmaient avoir maîtrisé le problème éternel de la Belgique : le problème linguistique et régional. Pourtant quelques temps après, quelques incidents (l'affaire Defosset aux PTI, Nols dans la commune de Scharbeek...) montrèrent qu'il en était rien, et pour cause, ce problème fait partie de ceux qui sont insolubles pour le capitalisme. En fait il est directement lié et déterminé par la création de l'Etat et de la nation belge : acte contre-nature et contre-révolutionnaire. L'analyse de ce problème ne peut donc être détachée des circonstances historiques qui ont précédé et accompagné la naissance de l'Etat bourgeois en Belgique.

Ce qui est déterminant dans l'histoire de ce pays, c'est le fait que lors des remous précédant la formation des grandes nations d'Europe occidentale : la France, l'Allemagne, l'Angleterre, après la dislocation du pouvoir romain et la ruine du mode de production esclavagiste, ses différents habitants n'ont jamais joué de rôle spécifique. Ils ont toujours été liés à l'une ou l'autre nation en formation, particulièrement française ou allemande, dont la Belgique était une bande charnière. L'origine de la frontière linguistique actuelle remonte d'ailleurs à cette époque comprise entre le IV^e et le VIII^e siècle, où cette bande charnière était un objet de contestations et de convoitises permanentes de l'Allemagne et de la France. Ce n'est qu'à la fin du V^e siècle qu'une frontière linguistique se stabilisa entre le germanique et le francien. Mais alors qu'au Sud de cette frontière les parlers vont céder le pas devant le français sous l'effet de la centralisation avec laquelle se constitue la nationalité française, au Nord par contre, la formation de la nationalité allemande ne suit pas le même processus et n'est pas soutenue par la même force centralisatrice, et les parlers germaniques de cette région frontalière vont se grouper autour du flamand qui finalement se distinguera nettement de l'allemand.

LES COMMUNES FLAMANDES SONT-ELLES LE DEPART HISTORIQUE DE LA "NATION BELGE"?

Au moyen âge, à l'aube du capitalisme, où la production et les échanges avaient tendance à se séparer de la terre et de la propriété foncière, vont apparaître les communes dont la production, même artisanale, était marchande : elle était destinée au marché et à la monnaie. Ces communes étaient caractérisées par leur autonomie relative par rapport au pouvoir absolutiste centralisateur, et, par là même, s'opposaient et sapient la puissance protectrice des princes féodaux qui étaient leurs freins politiques naturels. Mais pour passer au stade supérieur de développement : la grande production industrielle, elles devaient nier dialectiquement cette autonomie et disparaître en tant que phénomène local pour s'étendre à la nation tout entière. C'est ainsi que la classe bourgeoise naissante, pour s'affirmer, va s'opposer au pouvoir absolutiste féodal, aussi bien central que local, et qu'ensuite elle va mettre les vertus de la monarchie centralisatrice à son service pour aboutir à l'Etat national. Au départ de ce processus, la Flandre, du fait même de sa position de carrefour entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie, et de la relative autonomie qui en découlait par rapport aux puissances féodales, va connaître le développement d'un puissant corps de marchands et d'artisans, d'où un épanouissement des communes. Mais si l'éloignement d'un pouvoir centralisateur fut bénéfique au développement de ces communes flamandes, il va leur être fatal au second stade : celui du passage de la petite production marchande à la grande production capitaliste. En effet l'évolution historique des communes flamandes s'arrête là. Car s'il y a passage dialectique entre la petite production marchande des communes (où l'instrument de travail, la matière première et le produit appartiennent au travailleur) et la production capitaliste (où l'ouvrier est privé de toute propriété : le moyen de production et le produit appartiennent aux capitalistes), le facteur essentiel de cette transformation est le cadre politico-géographique de la nation : il donne à la bourgeoisie les moyens d'abattre les entraves à ce développement, et de lui assurer un territoire, un marché et des débouchés plus larges qui permettent la production en grand.

La nation belge n'existait pas avant les communes flamandes et n'en est pas issue (ne pouvait l'être !), car en fait l'ensemble organique qui aurait pu assurer le développement ultérieur des communes flamandes ne pouvait être dans les conditions de l'époque que la France. L'histoire n'emprunta pas cette voie et les communes flamandes dépérissent. Il n'y a donc aucune continuité entre les communes flamandes et l'Etat-nation belge, dont les cadres territoriaux ne correspondent nullement d'ailleurs.

ROLE DECISIF DE L'ANGLETERRE DANS CETTE OEUVRE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE :

LA CREATION DE L'ETAT BELGE.

Si la domination de ces territoires a toujours intéressé les puissances continentales, l'Angleterre n'y était pas indifférente. La crainte que lui suscitait la proximité des "côtes belges" a toujours été à l'origine de sa politique visant à éviter que celles-ci n'appartiennent à la France ou à l'Allemagne. En effet, son centre vital : l'embouchure de la Tamise avec sa métropole londonienne aurait été directement menacé. Cette politique va encore être renforcée au moment où l'Angleterre devient le premier pays capitaliste et qu'il va oeuvrer à freiner le développement des autres pays susceptibles de lui ravir sa suprématie. Ce qui finira par amener la bourgeoisie anglaise à s'allier avec les féodalités continentales contre sa soeur française surtout lorsqu'elle menace d'étendre sa révolution à l'Europe. Ainsi quand vers la fin du XVI^e siècle l'Angleterre soutient le nord des Pays-bas (la Hollande) contre l'Espagne, c'est d'une part pour affaiblir la plus forte puissance maritime de l'époque (l'Espagne), mais aussi pour favoriser la séparation de la Hollande et de la confédération germanique; elle privait l'Allemagne de l'embouchure du Rhin et la coupait du commerce mondial. Si elle applaudit ensuite à l'occupation des Pays-bas par l'Autri-

che, c'est qu'elle soustrait les régions du Nord à la France. Et quand la guerre révolutionnaire éclate en 1792 entre la France et l'Autriche, la Prusse, et qu'elle permet la conquête de la Belgique par la France, l'Angleterre entre dans la coalition anti-jacobine et n'aura de répit qu'une fois la Belgique soustraite à la France avec la défaite de Napoléon en 1815.

Pourtant, durant la période (1797-1815) où la Belgique est française, des transformations profondes vont s'y opérer après quelques trois siècles de stagnation, établissant le relais avec les communes flamandes du moyen âge. Et ces transformations vont être irréversibles parce que répondant le mieux au progrès de l'évolution historique elle-même. Un coup fatal va être porté aux structures féodales, les privilèges locaux furent supprimés d'un seul coup, tous les belges devinrent français sans distinction, tous égaux et administrés dans une même langue : le français. Le développement des forces productives va être spectaculaire, grâce à l'existence de grandes quantités de charbon et au travail du fer, l'économie va s'engager dans la grande production industrielle capitaliste. A l'abri de la concurrence anglaise, l'industrie textile va renaître et se développer - à Gand de 1802 à 1810 le nombre d'ouvriers fileurs passe de 220 à 10 000 -. L'importance du fer et du charbon augmentera considérablement avec l'industrie destinée à pourvoir en armements de nombreuses armées; d'où la complémentarité précieuse des possibilités économiques belges et de la force politique révolutionnaire de la France. L'Angleterre le comprit très bien et ne pouvait rester indifférente au développement d'une puissance rivale qui menacerait ses intérêts économiques et donc elle concentrera toutes ses attaques sur la France en la privant notamment de ce qui était son tremplin stratégique et économique : la Belgique, qui fut, sous sa bénédiction et celle de la Russie, rattachée à la Hollande. Ce mariage fut malheureux pour toutes les différences existantes entre ces deux pays, qu'à cela ne tienne, les puissances du Statu-quo européen le reconnaissent et consacrent le nouvel Etat. L'important, pour elle, est que le territoire de Belgique échappe au contrôle de la France, et soit une barrière sûre contre tous bouleversements sociaux pouvant surgir de ce pays. La création de cet Etat ne troublait en rien l'équilibre européen, au contraire avec son rôle officiel de neutralité, le but de la contre-révolution européenne était atteint. Ainsi tout mouvement d'émancipation qui déborderait le cadre national dans cette région devait se heurter à cette barrière "neutre". C'est ainsi que ni la révolution de 1848, ni la Commune de 1871 n'eurent de suite en Belgique.

L'ETAT BELGE. CREE AVEC UN DESEQUILIBRE REGIONAL. LE MAINTIENT :

La bourgeoisie belge va être incapable d'unifier la nation dont elle a hérité, et pour cause! De manière générale, en se développant et en dominant la sphère économique, le capital parfait le cadre national et lui donne une langue commune. Le problème de la coexistence des nationalités, de plusieurs langues, dialectes etc .. ne se pose que durant la période d'enfance et de croissance du capitalisme dans un pays donné. Pourtant dans les nations formées, où le capitalisme est dominant, il subsiste des régions moins développées que d'autres, en retard dans l'économie comme dans le parler : résultat du caractère contradictoire et anarchique du système capitaliste, mais ceci n'est jamais un problème majeur. Ce n'est cependant pas le cas en Belgique où la formation de l'Etat n'est pas le couronnement du développement du capitalisme avec ce que cela entraîne au niveau de l'unité nationale, mais le produit de la contre-révolution, amputant une autre nation : la France. Si le flût de la révolution française est venu secouer la Belgique, ce n'est pas avec une égale intensité pour toutes les régions. En effet, les régions flamandes ne profitèrent pas beaucoup de l'immense bouleversement révolutionnaire. Elles subirent une industrialisation infiniment moindre que la Wallonie aidée par le charbon. Mais alors que l'influence bénéfique de ces bouleversements commençait à peine, la contre-révolution qui créa l'Etat belge l'arrêta nette. L'industrie wallonne se trouva brutalement privée du marché français, soumise pendant 15 ans au régime hollandais qui voulait lui faire supporter le poids de son retard économique, et enfin enfermée dans les frontières de l'Etat croupion belge. Ceci n'incitait évidemment en rien la bourgeoisie industrielle wallonne à se soucier du développement des régions flamandes, et à étendre les effets révolutionnaires à toute la Belgique et donc l'unifier sur le plan linguistique. A cela s'ajoute le fait que la bourgeoisie belge s'est toujours accommodée de la situation que lui imposaient les événements extérieurs, et qu'elle n'a pas pour habitude de prendre des initiatives "audacieuses" et encore moins révolutionnaires (1). La Flandre va donc continuer à stagner, l'industrie textile qui était sa richesse va subir de plein fouet la concurrence de l'Angleterre où des méthodes modernes capitalistes sont en place. D'autre part des difficultés naturelles vont accroître la misère des Flandres : en 1845, une maladie inconnue fait diminuer de 87% la production de pommes de terre qui est l'aliment de base de la population; en 1851, le prix du pain est multiplié par trois en raison d'un autre fléau "la rouille du seigle"... Le typhus fait des ravages... (2). Pour beaucoup de flamands, la seule issue est de quitter la région pour aller travailler en Wallonie ou dans le nord de la France.

La bourgeoisie belge francophone ne pouvant unifier la Belgique - ce qui aurait signifié faire rattraper aux Flandres leur retard économique - va donc exploiter les différences existantes et particulièrement la différence linguistique. L'exploitation déjà féroce en ce siècle d'affirmation du capitalisme va se doubler en Flandre de la discrimination linguistique. Si en Wallonie, il y a une résistance du prolétariat à son exploitation qui se manifeste, en Flandre c'est la "résignation".

Le faible développement des Flandres qui explique la faiblesse sociale du prolétariat flamand, la division linguistique des flamands en quatre dialectes, la grande influence du clergé exploitant la discrimination linguistique et assimilant le français "oppresseur" à la langue du socialisme, du laïcisme, des républicains .. bref de toute idée subversive venue de France et déjà répandue en Wallonie (et ce malgré la francisation du haut clergé), et enfin la représentation (3) explique cette "résignation flamande". La bourgeoisie belge, et avec elle son Etat, non seulement a enterriné les différences régionales dont elle a hérité, mais les a amplifiées en les utilisant pour ses intérêts de classe.

1 - Pendant que l'industrie wallonne bien partie, continue à se développer, la production de charbon passe de 2,5 millions de tonnes en 1831 à 12,5 en 1931, celle de l'acier de 100.000 tonnes à 4 millions de tonnes.

2 - A du Roy : "la guerre des belges" - édition du seuil

3 - en 1857, par exemple, après une grève dans une filature de Gand, 30 ouvriers grévistes sont condamnés et beaucoup parmi eux à des peines de prison ferme.

Cette situation donnera naissance en Flandre à une réaction légitime contre cette discrimination qui se cristallisera autour de la question linguistique. Toute la vie publique et officielle est régie par la langue française qui, n'ayant pu gagner la grande masse de la population flamande, n'était parlée que par l'élite sociale, tandis que les quatre dialectes flamands étaient méprisés. Le "mouvement flamand" va naître avec des revendications essentiellement culturelles et linguistiques. Son bouillon de culture a été la classe petite bourgeoise des vicaires, des intellectuels, des instituteurs, avocats, petits affairistes ..., ceux dont les ambitions étaient freinées par cette discrimination linguistique.

LA REVENDICATION LINGUISTIQUE VA SERVIR DE TREMPIIN A LA FORMATION D'UNE BOURGEOISIE FLAMANDE NON FRANCOPHONE

Après s'être longtemps cantonné dans la recherche de "son identité culturelle" avec des élans de romantisme évoquant le glorieux passé des Flandres, le mouvement flamand va avancer des revendications touchant directement la sphère économique. Vers la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, la fraction de la petite bourgeoisie flamande qui était en place dans les rouages du monde des affaires, comprit que si elle voulait se hisser dans la hiérarchie sociale, il ne suffisait pas de se limiter à des revendications culturelles et linguistiques mais qu'il fallait revendiquer la "flamandisation de l'économie flamande" pour contrer la haute bourgeoisie francophone. Le chef de file de cette tendance était Lodewijk De Raet (1870-1914) dont l'influence se fit sentir dans cette nouvelle orientation du mouvement flamand où désormais la question économique sera toujours traitée de concert avec les autres revendications. Ainsi par exemple, dans le sujet de l'enseignement supérieur en Flandre, et surtout à propos de la flamandisation de l'université d'Etat de Gand, cette tendance insista pour ajouter la revendication de la création de trois nouvelles facultés - à côté des facultés classiques de droit, médecine, philosophie et lettres, sciences naturelles - enseignant les sciences appliquées, les sciences commerciales et sociales, l'agronomie et l'art vétérinaire. Cette tendance sera à l'origine de la création du "Vlaams Handelsverbond" en 1908, dont le but est :

- 1- Flamandisation du commerce dans la partie flamande du pays et diffusion de la langue néerlandaise dans le commerce international;
- 2- Développement des relations commerciales avec l'étranger et plus spécialement avec les peuples de la communauté néerlandaise;
- 3- Promotion et gestion des intérêts matériels du peuple flamand
- 4- Défense des intérêts communautaires de ses membres" (4)

La guerre 1914-18 va freiner l'élán du "Vlaams Handelsverbond" et la compromission de quelques uns de ses leaders dans la collaboration avec l'ennemi fait que ce n'est qu'en 1926 qu'il sera relayé par le "Vlaams Economisch Verbond" (Union économique flamande) dont les buts seront de deux ordres :

- défense et promotion des intérêts de l'économie flamande
- néerlandisation du monde des affaires et défense des intérêts socio-économiques de la communauté flamande.

La création, l'évolution et l'action du "Vlaams Handelsverbond" et par la suite du "Vlaams Economisch Verbond" (VEV) est à l'image de l'affirmation et du développement de la bourgeoisie flamande qui va se servir de la force de contestation et de pression de la population flamande due à la discrimination linguistique et économique, pour revendiquer sa place face à la bourgeoisie francophone sous couvert d'égalité économique, linguistique, culturelle etc ... La Campine fut le premier cheval de bataille du VEV, dans cette importante source de revenus qu'était le bassin campinois dans le Limbourg, "55% du capital investi appartiennent à des français, 5% à des allemands et 40% à des belges, et ces belges étaient des industriels francophones. Le VEV mena une campagne sur 2 thèmes :

- le sous-sol limbourgeois doit revenir à la Belgique, plus précisément à des entreprises flamandes;
- il faut parer à tout danger de francisation de la campine, région qui offre de grands espoirs pour le développement économique et culturel de la Flandre tout entière." (5)

Les objectifs de la bourgeoisie flamande sont clairs : récupérer le contrôle des structures économiques existantes, les étendre et les développer pour se renforcer. De 1926 à 1935, le VEV songe à se donner une solide structure et prendra des positions très nettes en matière linguistique. De 1935 à 1940 par contre, son caractère d'organisation patronale s'affirme de plus en plus nettement, et il tempère ses tendances radicalisantes sur le plan linguistique. D'autre part, continuant sur sa lancée et voulant devenir la seule organisation représentative des entreprises de Flandre. Il sera donc obligé d'accueillir des entreprises dont les sentiments pro-flamands n'étaient pas sans nuances, intérêts de classe oblige !. En 1946, la "fédération des industries belges" (qui deviendra la fédération des entreprises belges) est créée et c'est de plus en plus à travers elle que le VEV va tenter d'accroître son influence. Il applaudit à la création du Bénélux qui le rapproche de la Hollande et entend défendre les intérêts de la Flandre (donc de la bourgeoisie flamande) au sein de la Belgique et de l'Europe. La conviction profonde des patrons, membres du VEV (qu'ils voudraient bien faire partager au prolétariat) est que le sentiment d'appartenir à une même communauté culturelle et linguistique doit remplacer le principe "dépassé" de la lutte des classes.

LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA FLANDRE N'EST PAS LA CONTINUATION DE CELUI DE LA WALLONNIE ET NE VA PAS DANS LE SENS DE L'UNIFICATION DE LA BELGIQUE.

En effet, l'industrie wallonne a été incapable de dégager des surplus de capitaux pour l'industrialisation de la Flandre, et c'est depuis la deuxième guerre mondiale un flot d'investissements américains qui va y pallier et masquer le fait que l'industrie belge est en pleine stagnation. En fait depuis 1930, l'industrie wallonne commence à s'essouffler et au lendemain de la guerre son déclin est entamé. "De 1947 à 1959, l'effectif wallon au travail diminue de 93.000 unités. C'est surtout la crise charbonnière qui est importante; de 1953 à 1962 le nombre d'ouvriers travaillant dans les charbonnages wallons passe de 114.907 à 51.423, soit une diminution de 63.484 personnes... les fermetures de charbonnages connaissent des répercussions dans l'économie locale. Elles se traduisent par une perte de plus 100.000 emplois". (6) Ceci va entraîner une dépopulation importante qui fera que de 1947 à 1959 l'offre wallonne de main-d'oeuvre diminue de 6,5% alors qu'elle augmente de 4,3% dans le reste du pays, c'est d'ailleurs ce qui explique en partie l'échec de la reconversion des bassins charbonniers wallons. "Les investissements étrangers vont fuir la Wallonie de

4 - Article 2 des statuts du "Vlaams Handelsverbond" cité dans le cahier hebdomadaire du CRISP n° 637 : le "Vlaams Economisch Verbond".
 5 - Cahier Hebdomadaire n° 637 CRISP
 6 - Supplément wallon au "monde diplomatique" de Novembre 1976

1959 à 1962, elle en accueille à peine 17,5%. Le rythme de croissance de l'économie wallonne va être inférieur à la moyenne nationale et à fortiori au taux des 2 autres régions". (7)
 La bourgeoisie flamande, quant à elle, va user de tous les arguments pour orienter les investissements chez elle : situation géographique exceptionnelle par rapport à l'Europe et à la mer, paix sociale relative, sérieux dans le travail etc ... A cela s'ajoute la politique systématique de stimulation directe et indirecte des investissements suivie par le gouvernement. Ce qui fera qu'en 1972 plus de 63% des investissements étrangers et mixtes vers les Flandres, alors que 11,9% seulement iront vers la Wallonie. "Selon la Banque nationale entre 1964 et 1967 en Flandre, un quart des investissements bruts et un tiers des investissements nets dans l'industrie manufacturière étaient réalisés par des entreprises dites étrangères (dont la participation étrangère est supérieure à 50%) ou semi-étrangères. D'après le ministre des Affaires économiques, de 1970 à 1973, les trois quarts des investissements nouveaux proviennent de l'étranger. Ces initiatives étrangères intervenaient pour plus de 50% dans la création d'emplois, par ailleurs Fabrimétal (8) signale qu'en 74 la part des entreprises étrangères dans l'ensemble de l'emploi belge représentait 90% des secteurs de l'électronique et de la construction automobile et 50% dans la construction des machines (or le centre de gravité de la plupart de ces secteurs se trouve en Flandre)." (9) Ainsi les centres de décisions économiques pour la Flandre se trouvent à l'extérieur du pays et de la région. Avec la récession et la crise, le capital étranger peut très bien se rétracter, cela peut être soit un retrait financier ou alors un retrait d'activité.

Si donc la bourgeoisie industrielle wallonne s'est appuyée sur la contre-révolution internationale pour assoir sa domination politique et sociale, celle des Flandres va se développer en s'appuyant sur les capitaux internationaux. Mais ni l'une ni l'autre n'auront réussi à unifier la Belgique - Bien au contraire !

Vers la fin des années 50 et le début des années 60 le déclin économique de la Wallonie est évident pour tout le monde, accentué par les reculs de la Belgique en Afrique sous le coup de boutoir des révoltes anti-coloniales, et le prolétariat wallon qui a subi de lourdes conséquences va réagir vigoureusement en déclenchant la grande grève de 1960/1. Le prolétariat flamand ne suit pas ne subissant pas les mêmes répercussions de la récession que les travailleurs wallons. L'opportunisme syndical va se baser sur ce fait pour paralyser et désamorcer la lutte du prolétariat et la détourner ensuite de son terrain de classe vers celui du fédéralisme. L'état belge, défenseur des intérêts généraux de la bourgeoisie, comprend qu'il ne faut pas laisser se creuser encore plus le fossé entre les 2 régions. Mais désormais la fraction flamande de la bourgeoisie belge le domine et n'est pas disposée à payer le "rééquilibrage régional". C'est ainsi qu'en 1959, quand l'Etat belge eut à choisir les critères scientifiques selon lesquels il désignerait les régions à aider, il pu se rendre compte que la presque totalité de la Wallonie répond à ces critères ... pour ne pas s'attirer les foudres flamandes, les critères spécifiques furent abandonnés et l'on choisit les zones à aider proportionnellement au nombre des habitants des deux communautés." (10)

L'Etat belge n'a donc plus de répit, partagé entre les intérêts immédiats divergents des fractions wallonne et flamande de la bourgeoisie, et son rôle de représentant des intérêts généraux de cette classe face aux autres classes et particulièrement le prolétariat. On dit souvent que le fédéralisme ne dit pas la même chose pour les flamands et les wallons : pour les premiers ce serait une double administration avec un pouvoir politique unique, pour les seconds ce serait deux Etats. Si du côté flamand la tendance n'est donc pas à la séparation complète, qui du côté wallon revendique la séparation? Du côté national "l'Union Wallonne des Entreprises (UWE) est favorable à une certaine régionalisation mais reste consciente que la Wallonie se situe dans une globalité nationale et internationale" (11). Le patronat sait donc que le retrait de la Wallonie sur elle-même ne menerait nulle part, et ne veut pas se retrouver "isolé" face au prolétariat wallon, sur le dos de qui il espère réaliser la relance de l'économie wallonne, en lui faisant endosser en partie la responsabilité de sa stagnation. En effet l'"UWE relève le manque d'enthousiasme trop fréquent des industriels wallons, la trop grande sécurisation des travailleurs issue peut être de l'acquis syndical, une prise de conscience de la stagnation insuffisante au niveau des organisations de travailleurs ... la prospérité passée nous a sans doute endormis en Wallonie alors qu'elle l'a fait beaucoup moins dans le Nord du pays où l'on a eu faim il y a 30 ou 40 ans" (12). La petite bourgeoisie, quant à elle écrasée par le poids de la crise, voit peut être dans la séparation et la création d'un Etat wallon une solution miraculeuse à sa situation n'ayant, bien entendu, aucune solution de classe propre.

Quant à l'opportunisme politique et syndical, c'est là un moyen que n'ont pas leurs confrères des nations unifiées, pour remplir leur rôle de larbins du capital : détourner la lutte du prolétariat du terrain de la lutte de classe vers celui du fédéralisme; diviser le prolétariat de la petite nation belge et faire miroiter à la fraction wallonne - la plus combattive parce que la plus touchée par la pression du capital - les bienfaits d'un gouvernement de gauche en Wallonie. L'Etat, et derrière lui la bourgeoisie belge, est bien loin d'oublier les "bienfaits de l'unité de la trique". C'est ainsi qu'en fait, les résultats du pacte Egmont, des discussions du Stuyvenberg sont, pour nous, d'abord le renforcement de l'Etat bourgeois. Alors que ce qui est vital à l'Etat, en tant que trique et comme défenseur des intérêts généraux de la classe bourgeoise, est resté centralisé : défense nationale, affaires étrangères, justice, intérieur, les aspects majeurs de la politique économique, fiscale et budgétaire...; la régionalisation de certaines autres matières a

7 - Idem

8 - Fédération professionnelle des industries métalliques et électro-mécaniques.

9 - Supplément Flandre au "monde diplomatique" du mois de Mars 1977

10 - Albert du Roy "La guerre des belges" Ed du Seuil p.146

11 - "Reflexions sur certains aspects wallons de la politique industrielle" Rapport présenté par l'UWE à la presse et cité par le "Soir" du 22.2.78

12 - Idem

surtout permis la création de nouvelles institutions régionales qui sont autant de paravent entre lui et les forces de mécontentement et de révolte. Cette évolution n'est d'ailleurs pas propre à l'Etat belge, de manière générale les Etats bourgeois deviennent de plus en plus tentaculaires, à l'intérieur en développant de nouvelles institutions qui seront autant de barrières à abattre, tandis qu'à l'extérieur ils créent des organismes de répression internationaux entre eux (voir le développement de l'actuelle convention européenne sur le terrorisme). La bourgeoisie a tiré la leçon de sa lutte contre les autres classes et sait qu'un Etat apparemment "décentralisé" et en réalité fortement unitaire (même tendanciellement) est moins vulnérable.

ET LES INTERETS DU PROLETARIAT ?

N'ayant donc pas été capable d'unifier la Belgique, la bourgeoisie belge cherche à jeter entre les jambes du prolétariat les problèmes qu'elle n'a pu résoudre pour l'empêcher de jouer son rôle de classe internationale que lui dicte le haut développement de la grande industrie. En effet, "la grande industrie crée en général partout les mêmes rapports entre les classes de la société et détruit de ce fait les particularités de chaque nationalité. Si la bourgeoisie de chaque nation conserve tout de même ses intérêts nationaux particuliers, la grande industrie crée une classe qui, dans toutes les nations, a les mêmes intérêts et pour laquelle la nationalité est déjà abolie. C'est pourquoi cette classe est réellement débarrassée du monde ancien et peut s'opposer à lui" (13). Le prolétariat n'a donc non seulement rien à voir avec les problèmes locaux des nationalités qui relèvent de la bourgeoisie, mais encore n'a-t-il rien à voir avec le problème de la nation belge qu'il doit détruire.

Aussi contrairement aux suivistes de tous bords tels que ceux de la LRT qui sont à la traîne de l'opportunisme et pour qui le fédéralisme est "ce pour quoi avaient lutté les grévistes de 60-61. A savoir : le droit pour les communautés nationales de ce pays de prendre démocratiquement leur destin en main, sans devoir passer de compromis pourris avec la majorité de circonstance de la communauté voisine" et qui se lamentent devant le fait que "ça fait des années que la majorité de gauche qui se manifeste en Wallonie chaque fois qu'elle peut, n'existe que pour l'honneur, privée qu'elle est de tout espace où mettre son programme en application"(14).

Les communistes révolutionnaires doivent lutter pour que l'énergie du prolétariat ne se perde pas dans une lutte qui n'est pas la sienne, et ce en dénonçant les mystifications et les illusions régionalistes que la bourgeoisie et l'opportunisme ne cessent de lui inculquer et en travaillant pour l'unification et la généralisation des luttes du prolétariat par delà les frontières linguistiques sur ses objectifs de classe, la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois. Cette vision a toujours été celle du communisme révolutionnaire. Pour ceux qui s'en réclament en paroles et qui sont pourtant fédéralistes nous rappelons les propos d'Engels sur ce qu'il appelle les "nations malsaines" : "le premier pas vers l'abolition des nationalités eut été l'absorption des petites nations malsaines par les grandes nations douées de vitalité et capables d'un développement productif considérable, comme condition préalable à l'abolition des différences nationales en général sous le socialisme. Ce processus réalisé sous l'égide de la bourgeoisie eut été progressif, mais ne s'est pas réalisé, la bourgeoisie se contentant des formations nationales, issues de bric et de broc, des mouvements révolutionnaires successifs, si bien que le prolétariat peut et doit se désintéresser complètement des mouvements irrédentistes de rafistolage ultérieur à la révolution nationale politique. Il ne s'agit donc plus en Belgique de réclamer une annexion à la France. Il ne s'agit pas non plus de considérer comme socialistes les revendications séparatistes des nationalités en Belgique, qui ne font que refléter un processus de décomposition inévitable - dont il faut se réjouir - des nations bourgeoises. Il s'agit de prendre le pouvoir en Belgique comme ailleurs, après avoir battu l'Etat capitaliste, et rattacher ce pays à la fédération des Etats socialistes à venir, qui eux mêmes disparaîtront avec le dépérissement de l'Etat pour fondre l'humanité en une seule et vaste communauté". (15)

I3 - Marx "L'idéologie allemande"

I4 - La Gauche du 12.1.78

I5 - "La situation de la République suisse" dans New York Tribune le 17.5.1953

LE CONFLIT DE L'ALE

Le mouvement de grève qui a affecté l'ALE (Association Liégeoise d'Electricité, société coopérative dont les participants sont les communes de la région) dans tout le courant de l'année 1977 et les conflits qui en ont résulté entre la direction du PSB et l'organisation syndicale, illustrent à façon éclatante les manœuvres de l'opportunisme et les formes multiples qu'il revêt dans son rôle de soutien de l'ordre social capitaliste, en s'interposant entre le Capital et les luttes ouvrières qu'il se charge de canaliser d'abord pour en amortir les effets ensuite, mais aussi en assumant son rôle d'agent et de représentant direct du Capital lorsqu'il en assure ouvertement la gestion.

Les péripéties que nous relatons brièvement ici, montrent surtout comment une simple lutte revendicative a des implications politiques immédiates et la nécessité qui en découle pour les révolutionnaires, dont l'objectif est le renversement de l'ordre capitaliste, de combattre sans trêve l'opportunisme qui en est le rempart indispensable à l'époque de l'impérialisme.

Le 17 Janvier 1977, l'organisation syndicale avait déposé un cahier de revendications pour l'année en cours, portant essentiellement sur les salaires (augmentations de 7%) et sur la durée du travail (38 heures au lieu de 39). Malgré l'intervention de commissions paritaires comprenant les gestionnaires, des dirigeants politiques et syndicalistes; le personnel de l'ALE, contrairement aux autres intercommunales, refuse de suspendre le préavis de grève prévue pour le 4 Avril.

Le gouverneur PSB Mottard, répondant entre autres aux préoccupations électorales du PSB (montrer à la bourgeoisie qu'il est parfaitement capable d'aller au gouvernement), président à ce titre de l'ALE, prend immédiatement l'offensive contre le mouvement : au cours d'une conférence de presse le 8 Avril suivant, il rejette le principe de l'augmentation (qui avait été admis en commission paritaire), insupportable pour les communes, dit-il, et dénonce ensuite les actes de sabotage dont se rendent coupables les grévistes (en fait de sabotage, quelques fusibles ont été enlevés - il est vrai que dans une centrale électrique toute grève efficace se doit d'employer ces moyens). La "Libre Belgique", la "Cité" et la "Meuse" enchaînent sur le même thème.

Des menaces, Mottard passe aux leçons de morale : "Enfin il faudra restaurer l'autorité indispensable dans toute famille, toute collectivité, toute société"; C'est aussi l'appel à la délation qui filtre à travers les paroles suivantes : "Compte tenu d'hypothèques de départ bien lourdes, c'est un réapprentissage très difficile de notre vie en commun que je vous demande. Toutes les bonnes volontés allant dans ce sens seront nécessaires et indispensables et il conviendra qu'ensemble nous dénoncions toutes les défaillances individuelles et collectives et que nous sanctionnions sans faiblesse les manquements les plus graves à quelque niveau qu'ils se situent".

Cools, président du PSB, saisit à son tour l'occasion des discours du 1er Mai pour injurier les ouvriers : "...préférant ce qu'ils appelaient leur beefsteak, rejetant toute solidarité à l'égard des autres agents des intercommunales de la province et des communes, certains irresponsables ont déserté le combat et entraîné leurs compagnons dans une bataille dont la seule victime devait être le parti".

Ce même Cools, bourgmestre de Flémalle enverra régulièrement ses flics et ses pompiers arracher les affiches qui surgissent un peu partout dénonçant la duplicité du PSB. Les actes suivent rapidement les menaces : le 10 Mai suivant, les délégués Dejardin et Dutilleux sont arrêtés. Heine, délégué principal, sera invité à remettre ses mandats au parti (il est échevin... socialiste de la commune d'Ans). Il y aura également des diminutions de traitements.

Il faut toute l'odieuse bêtise des opportunistes de tout poil pour s'étonner de la réaction violente conjuguée de la Direction de l'ALE et des injures du PSB à l'égard des ouvriers dont le crime est d'avoir empoigné leur arme de classe : la grève pour obtenir une amélioration, même minime de leur sort.

Le Parti Communiste, bien incapable de concevoir d'autres types de lutte que celles qui se déroulent dans un cadre électoraliste, ne voit dans le comportement de Cools et Cie que les stricts besoins de participation gouvernementale, les élections étant proches. Comme si l'ambition de quelques individus à la recherche de portefeuilles ministériels suffisait à expliquer la nature et les buts véritables de l'opportunisme qui ne vise qu'à la conservation du système capitaliste par tous les moyens possibles! (dans le gouvernement ou dans l'opposition, par le biais du PSB ou de la bureaucratie syndicale).

L'accord fondamental entre dirigeants syndicaux et P. S. B. sur les moyens à mettre en oeuvre pour atteindre ce but, apparaît d'ailleurs à la lecture des textes renrnis dans la brochure éditée en Septembre 77 par la Section des Jeunes Socialistes de la FN à Herstal, dont sont extraites les citations reprises dans le présent article. Il saute immédiatement aux yeux que les discordes actuelles (dans lesquelles bon nombre d'organisations gauchistes ont vu une opposition syndicat - PSB) portent au contraire seulement sur quelques points d'application des moyens mis en oeuvre : "Il n'en reste pas moins vrai que dans la région liégeoise, les intercommunales pures sont les plus développées et que le mérite en revient aux seuls socialistes qui, majoritaires dans la région, les ont créées et en assurent aujourd'hui la gestion ... La lutte pour le passage au (secteur) public devra s'engager rapidement. Pour que les travailleurs s'y inscrivent sans réserve il faudra sans doute que le conflit des intercommunales débouche en fin de compte sur un consensus social d'un type nouveau qui naîtra de la collaboration et de la réflexion de tous". (R. Monseur - Secrétaire de la CGSP secteurs communaux)

"Les gestionnaires ont, tout au long de la grève, souligné systématiquement que l'entreprise publique plus que toute autre devrait être gérée sainement du point de vue économique. Les travailleurs ont rétorqué que le fonctionnement de l'entreprise publique devrait être, plus que toute autre, démocratique ... Une entreprise publique est déjà en soi la conséquence d'un processus de démocratisation. En combattants sur leur terrain les puissants monopoles des producteurs-distributeurs privés d'électricité, les communes accomplissent en effet une oeuvre remarquable ..." (J. Yerna - Secrétaire général de la régionale FGTE Liège Huy Waremmes).

Dans le processus de concentration, particulièrement en période de crise, le capitalisme est appelé à mettre des secteurs entiers du capital sous la tutelle directe des pouvoirs publics. Il va donc de soi que les ouvriers ont à revendiquer du pouvoir public la diminution de la journée de travail et l'augmentation des salaires comme le font d'autres ouvriers de leur patron privé, parce que leur force de travail est exploitée selon le même mode. Le marxisme montre toutes les limites des revendications de type strictement économique et la nécessité de sortir du cadre borné de l'entreprise, du secteur, de la profession. La violence des Cools et Mottard n'est donc pas un simple argument électoraliste, mais un acte de répression à l'égard des luttes ouvrières. Par leurs manœuvres, eux, ils sortent non seulement sortis des limites dont nous parlions plus haut, mais ont transposé la lutte sur un terrain politique, mettant même en branle, la justice, la police... et cela est justement l'objet réel de la discorde avec le syndicat qui, lui, ne veut absolument pas en sortir, de ces limites. Et c'est en ne réagissant pas immédiatement à l'offensive du PSB, par les procédés classiques de discussions au sein des commissions paritaires, de tentatives de conciliation etc., et en étalant et en éparpillant l'élan de solidarité qui n'a pu se manifester que de façon dispersée, que le syndicat a dilué toute véritable opposition ouvrière. Ainsi la grande manifestation qui réunissait les agents de tous les services publics se déroulera le 12 Janvier 78, soit près d'un an après le début du conflit. Pour réagir aux sanctions, l'organisation syndicale ne trouve rien de mieux que de déposer plainte devant le Tribunal du Travail et devant le Conseil d'Etat.

La question primordiale n'est pas dans la mise au pas du syndicat par le PSB (les "fameux" droits syndicaux dont parle "la Gauche"), elle est dans l'aplatissement complet des bonzes (même de gauche) face aux impératifs de la collaboration de classe. Si celle-ci s'effrite parce que les prolétaires

réclament leur dû face à leurs patrons socialistes, les bonzes syndicaux sont bien obligés de suivre du moins dans un premier temps pour ne pas perdre le contrôle de la lutte mais ils cherchent immédiatement à l'entraîner sur le terrain de la conciliation.

Le triomphalisme de TPC Amada, qui dans un article du 8 Juin 77 proclame : "ALF victoire sur nos revendications" ne doit pas faire illusion quand on sait que l'augmentation "arrachée" est de 4% auxquels l'assemblée des ouvriers de l'ALF s'est résignée, selon la Gauche du 22 Juin. à la suite des manœuvres du syndicat, "qui avait laissé entendre" que le Conseil d'Administration pourrait lui aussi faire un geste vis à vis des sanctionnés et des emprisonnés, geste que le Conseil d'Administration qui connaît son interlocuteur, ne fera pas. Le seul résultat aura été de fournir aux patrons un moyen de chantage pour casser net des revendications jugées "peu raisonnables". C'est ce que montre cyniquement la "Libre Belgique" : "Le proverbe dit que ce sont les anciens braccioni qui font les meilleurs gardes-chasse, et cela semble décidément bien devoir s'appliquer ici, lorsqu'on considère le fermé des gestionnaires socialistes face à des revendications syndicales jugées exagérées. Bien des patrons pourront profiter de la leçon. Ils devraient alors, en toute logique, être soutenus par les socialistes."

Le moins que l'on puisse dire c'est que la "Libre Belgique" est plus clairvoyante que les centristes à la LRT qui ne voient comme conclusion à cette lutte que la nécessité de "changer les têtes" dans la direction syndicale et choisissent de se ranger du côté des bonzes de gauche face à l'appareil syndical et au PSB alors que tous ces messieurs ont les mêmes objectifs, fatalement inconciliables avec ceux des prolétaires qui l'ont bien montré dans ce conflit : OU collaboration avec l'Etat, le capitalisme et ses exigences, OU lutte de classe ouverte. IL N'Y A PAS DE SOLUTION INTERMEDIAIRE !

Interventions, correspondance

Mr PERRIN, ILLUSTRATION DU CRETINISME DEMOCRATIQUE

Invoquant les "droits imprescriptibles de l'homme", le professeur Perrin, ex dirigeant du parti wallon des travailleurs (avec E. Mandel), ex dirigeant du rassemblement Wallon, ex ministre du gouvernement Tindemans version N°1 et actuellement sénateur du PRIW, au nom de la démocratie bafouée, a lancé récemment un appel solennel en faveur d'opposants russes et argentins. Fléau de la balance de la Justice, le professeur (les yeux bandés également) voulant jeter de la poudre aux yeux, avec le beau souci d'objectivité qui l'anime, lance ses imprecations à l'égard des "régimes totalitaires de droite et de gauche". Il est vrai qu'il est bien placé, professeur de droit constitutionnel à Liège, pour défendre notre "bonne vieille démocratie" antithèse des "totalitarismes" russe et argentin. S'il est doué pour en rabâcher les textes sacrés, il l'est beaucoup moins pour se ranne-

ler les prolétaires tombés sous les balles de la démocratie : en 1950 à Grâce Berleur, pendant la grève de 60-61 ou encore les mineurs assassinés à Zwartberg, sans compter les travailleurs quotidiennement mutilés dans les bagnes capitalistes.

A ce propos, si M Perrin devait condamner, un de ces jours, l'apartheid en Afrique du Sud, dénoncerait-il par la même occasion les capitaux belges qui abondent dans ce pays et participent au pillage impérialiste, à l'extorsion forcée de plus value et par conséquent à l'oppression et aux massacres actuels? Nous en doutons.

Pour en finir avec les prisons russes, argentines ou ... belges, les balles des "totalitarismes" ou de la démocratie bourgeoise qui défendent la dictature du capital, il faut l'UNITE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT travaillant à leur destruction révolutionnaire. N'en déplaise à Perrin et ses semblables!

QUESTION FEMININE ET LUTTE DE CLASSE

Au congrès de l'Internationale socialiste qui se tint à Copenhague en Août - Septembre 1910, le 8 Mars fut choisi, sur une proposition de Rosa Luxemburg et de Clara Zetkin, comme une journée internationale des femmes prolétaires : il s'agissait donc d'une "fête" analogue au 1er Mai. Et, comme le 1er Mai, elle trouve son origine dans un épisode sanglant de la lutte de classe.

Deux années auparavant, en 1908, les ouvrières de l'usine Cotton, à New York, s'étaient mises en grève, et le patron avait riposté en les enfermant dans l'établissement. Le 8 Mars, pour une raison inconnue, le feu ravagea l'usine, les ouvrières furent prises au piège et 129 périrent carbonisées.

Par la suite, le 8 Mars devint une date importante dans la lutte de classe.

Le 8 Mars 1917 (le 23 Février selon le vieux calendrier russe), commence la révolution de février qui conduit au renversement du tsarisme, et voit la participation massive des ouvrières et des femmes prolétaires. Elles descendirent dans les rues, firent arrêter le travail dans les usines, les bureaux, manifestèrent ...

Le 8 Mars entre donc dans la tradition de la lutte prolétarienne, et en souvenir des ouvrières de New York, Pétrograd et du monde entier, nous célébrons le 8 Mars comme une journée internationale de la femme prolétaire, journée prolétarienne et communiste.

Nous profitons donc de cette journée pour réaffirmer les grands axes de notre position sur la question féminine, sur une oppression qui intéresse le prolétariat tout entier et qui pose en premier lieu le problème vital de l'intégration à la lutte de classe des femmes prolétaires.

Il faut réaffirmer la nature économique et sociale de l'oppression de la femme, oppression que le capitalisme porte au niveau d'une contradiction aiguë en réinsérant les femmes dans la production sociale, en détruisant les fondements de la famille sans être cependant capable de prendre en charge l'économie domestique, et qui prend sa forme la plus bestiale dans le double esclavage salarié et domestique de l'ouvrière. Seul le communisme qui socialisera l'activité domestique pourra émanciper les femmes prolétaires et réaliser en même temps l'égalité réelle entre les sexes, et seule la révolution prolétarienne peut créer les conditions politiques de cette émancipation.

Au contraire les courants réformistes qui prétendent affranchir les femmes grâce à la démocratie et sans toucher à l'économie mercantile ni à l'Etat bourgeois qui la défend, démontrent, dans ce domaine comme dans les autres, leur conservatisme et leur impuissance, quand ils se réfugient comme le féminisme dans l'auto-conscience, ou qu'ils se targuent comme le PC d'être les meilleurs défenseurs de la famille.

Nous combattons également l'interclassisme féministe qui se fixe pour but l'unité de toutes les femmes contre tous les hommes, et qui n'est pas autre chose que la tentative de soumettre les femmes prolétaires aux intérêts des bourgeoises. Au contraire, les ouvrières, de la lutte la plus immédiate à la plus générale, sont portées à s'unir aux hommes de leur classe contre l'ennemi commun, le Capital, alors que l'antagonisme irréductible qui les oppose à la bourgeoisie ne peut que s'élargir toujours plus.

La lutte des communistes contre l'oppression particulière que subit l'ouvrière est donc liée à l'exigence fondamentale d'unification du prolétariat. C'est en ce sens qu'ils combattent toutes les lois répressives ou discriminatoires à l'égard des femmes (droits politiques, divorce, avortement ...), en ce sens qu'ils avancent aussi, sur le terrain économique, des revendications dont la satisfaction n'est pas le résultat d'une lutte "spécifiquement" féminine - visant à soulager, d'une façon immédiate, les ouvrières du poids du travail domestique (comme les crèches) et de l'exploitation renforcée qu'elles subissent à l'usine (aucune discrimination liée au sexe, retraite à 50 ans, allongement des congés maternité).

Les mêmes principes nous guident en matière d'organisation. Nous sommes opposés à la perspective féministe d'organisations "autonomes", regroupant les femmes en tant que femmes; et ce contrairement à la LRT qui explique dans sa résolution sur "le travail Femmes" (La Gauche N°9/78) que "le mouvement autonome (soul. par nous) constitue la seule force capable (soul. par eux) de porter la problématique (?) des femmes dans sa globalité à un niveau de masse, y compris (?) vers le mouvement ouvrier". Mieux dans la Gauche N°18/77 on parle de "femmes conscientes de mener un combat spécifique à l'intérieur du camp anti-capitaliste". (camp regroupant des éléments de n'importe quelle classe, le seul critère étant de lutter contre une conséquence du système capitaliste) Nous, nous nous fixons pour tâche l'organisation du prolétariat et le dépassement de toutes divisions engendrées en son sein par le capital. L'oppression particulière et les conditions qui rendent difficile leur mobilisation peuvent amener, et ont déjà amené dans le passé, la formation d'organisations regroupant plus particulièrement des femmes travailleuses, ménagères etc. Toutefois ces organisations doivent tendre non à les isoler mais à les entraîner dans le mouvement général du prolétariat. Pour la même raison - et à plus forte raison -, il ne saurait y avoir d'organisation séparée de femmes dans le parti, organe de la centralisation et de l'unification du prolétariat, même si le parti doit se donner des organes pour faire un travail avec des méthodes particulières parmi les femmes prolétaires.

Au total contrairement au féminisme et au réformisme qui se veulent les représentants de toutes les femmes mais qui, en réalité, subordonnent leur défense aux intérêts du Capital et de la bourgeoisie, les communistes subordonnent la lutte contre l'oppression de la femme aux exigences de la révolution et ne veulent représenter que les seuls intérêts du prolétariat. Mais ce faisant, ils sont les seuls à pouvoir émanciper l'ensemble du sexe féminin (les seuls même à lutter radicalement pour certaines réformes immédiates), parce que le prolétariat n'a rien à défendre dans cette société et ne peut s'émanciper sans supprimer en même temps toutes les formes d'oppression.

X X X X
X X X X X

Le 4 Mars à Gand, 4000 manifestants descendaient dans la rue pour demander le droit à l'avortement, sa "dépénalisation".

C'est sous la pression économique et sociale que bon nombre de pays capitalistes ont vu décroître leur taux de natalité, la Belgique y compris. Par des lois réprimant la contraception

et l'avortement, la bourgeoisie de ces pays a voulu obliger les prolétaires à faire des enfants, en tablant sur le besoin sexuel naturel et en interdisant ce qui aurait pu éviter ou interrompre la grossesse. Or cette tentative a échoué : non seulement elle n'a pas empêché la baisse des naissances (malgré les rigueurs de la loi, on compte énormément d'avortements ...!), mais elle a fait peser sur les classes pauvres un carcan si lourd que des réactions plus ou moins violentes se font jour; de sorte que, à ironie ! la Loi devient cause de "désordre". Malgré la morale chrétienne sur laquelle elle s'appuyait, et malgré ses craintes de perdre le contrôle ... du contrôle des naissances, la bourgeoisie essaie donc de l'aménager - ce qui donne lieu à ces débats où l'hypocrisie et la stupidité bourgeoises affrontent un "réalisme" tout aussi bourgeois. Ces dernières années la bourgeoisie belge a fermé les yeux sur les avortements qui se font dans certains centres, tout en faisant tomber une sévère répression sur les médecins "complicés" quand le besoin s'en faisait sentir. Mais vu l'action collective développée ces derniers temps, elle s'est senti obligée de repenser la loi.

Naturellement, nous, communistes, nous avons toujours réclamé et réclamons l'abrogation de toute législation contraignante ou répressive en matière de famille ou de reproduction, et soutenons les luttes menées pour aboutir à l'abolition des interdits encore en vigueur dans ce domaine. Mais cela ne signifie nullement que nous acceptons les principes de ceux qui dirigent ces luttes.

Nous n'acceptons nullement les illusions que bon nombre d'entre eux essayent de propager au sein de la classe ouvrière, laissant croire qu'un texte de loi pourrait changer les conditions de vie des classes exploitées. Car instruments de contrainte et de coercition au service d'une classe et de son ordre social, l'Etat et sa loi imposent à la société et surtout aux classes opprimées les règles de fonctionnement de cet ordre social. Et la loi Détiège pour la "dépenalisation de l'avortement" n'y échappera pas. Et tous ceux qui, comme la LRT appellent à "revendiquer pour l'adoption et l'application complète et sans compromis de cette loi" (La Gauche du 22.2.78) - comme si les socialistes n'avaient pas précisément utilisé la voie parlementaire pour aboutir à une compromission - concourent à propager cette illusion sur les lois et les institutions bourgeoises.

Nous n'acceptons nullement l'idée que la suppression de la contrainte légale conduira au paradis de la liberté, où chaque femme (sans parler des hommes) déciderait "librement" quand, où et pourquoi elle mettra au monde un enfant. Au contraire, c'est seulement alors que la contrainte économique et sociale de la société capitaliste pourra jouer librement pour inciter ou empêcher la femme à enfanter, pour la pousser à faire des gosses, ou lui interdire ce "luxe". Mais nous voulons justement que la femme reconnaisse que la cause réelle de son oppression est le capitalisme!

Nous n'acceptons nullement l'idée que la reproduction de l'espèce soit "l'affaire des femmes", ni "l'affaire de chaque femme". Nous affirmons que la reproduction de l'espèce concerne l'humanité toute entière, mais que seule une société sans classes, sans antagonismes ni contradictions internes, pourra la régulariser consciemment et l'adapter au niveau de ses possibilités croissantes. Cela implique d'ailleurs la dissolution de l'économie familiale et sa fusion, y compris les soins aux enfants et leur éducation, dans l'ensemble de l'activité sociale. C'est seulement dans une telle société que la planification de la reproduction, partie intégrante et essentielle de l'activité productive de l'humanité, pourra se réaliser sans contrainte et sans en appeler à la liberté de chaque femme.

Bref, nous contestons l'idéologie démocratique et individualiste au nom de laquelle certains réclament le droit à l'avortement, et nous nions que, même obtenu intégralement, ce droit puisse lever les contradictions dans lesquelles le capitalisme enferme la procréation. Néanmoins, nous nous battons pour ce droit et, là où il n'aura pas été encore obtenu, la dictature du prolétariat l'accordera immédiatement et sans réserve, comme en Russie en 1917.

C'est que l'interdiction de l'avortement, tout comme les entraves au divorce (ou les discriminations légales fondées sur le sexe, et, parfois, la religion ou la race, qui sont aussi des survivances prébourgeoises mais que la bourgeoisie utilise pour diviser les prolétaires) sont à la fois les instruments d'une aggravation de l'oppression du prolétariat et un écran qui cache les causes réelles de cette oppression.

Nous savons bien, et le proclamons dès à présent, qu'aux USA, même l'égalité juridique la plus complète n'affranchira pas le prolétaire noir de l'oppression et de l'exploitation; mais elle lui montrera que la cause de son esclavage n'est pas la discrimination légale, mais le capitalisme. Nous n'idéalisons nullement le droit à l'avortement, nous disons qu'il ne libérera pas la femme; mais il lui montrera que la cause de son oppression n'est pas l'absence de "droits", mais le capitalisme.

Nous luttons pour ces droits dont nous disons avec Lénine qu'ils "n'éliminent pas l'oppression de classe, mais rendent seulement la lutte de classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée; c'est ce qu'il nous faut."

Et, alors que la bourgeoisie utilise la morale, les habitudes, les traditions et les lois prébourgeoises pour accentuer l'oppression du prolétariat, nous devons, nous, utiliser les luttes contre ces chaînes supplémentaires comme des leviers dans la lutte générale contre la bourgeoisie et son Etat.

Brochures «Le Prolétaire»

**Elections et
gouvernement de gauche,
mystifications
bourgeoises**

**Violence, terrorisme
et lutte de classe**

**Les communistes
et la question
féminine**

Soutenez le développement de la
presse internationale du Parti
Souscrivez !

LES MAOISTES ET LA DEFENSE NATIONALE

Depuis 1871 on peut dire que la période de constitution des Etats nationaux est désormais close en Europe occidentale et dès lors le marxisme nie un quelconque caractère "progressif" aux guerres survenant dans cette aire et donc appelle les prolétaires de tous les pays à s'unir et à retourner leurs armes contre leur propre bourgeoisie :

"Dans une guerre réactionnaire, écrit Lénine (NdR guerre impérialiste), la classe révolutionnaire ne peut faire autrement que souhaiter la défaite de son gouvernement. C'est là un axiome. Et il n'y a pour en contester la vérité que les partisans conscients ou les acolytes impuissants des social-chauvins. La révolution en temps de guerre, c'est la guerre civile; or d'une part, la transformation (souligné dans le texte) d'une guerre de gouvernements en une guerre civile est facilitée par les revers militaire (par la défaite) des gouvernements; d'autre part il est impossible de contribuer véritablement à cette transformation si on ne pousse pas du même coup à la défaite.

Si le mot d'ordre de défaite est répudié par les chauvins ... C'est précisément parce que le seul mot d'ordre qui fasse appel d'une manière conséquente à l'action révolutionnaire pendant la guerre". - De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste, Oeuvres complètes tome 21 p 283.

Depuis quelques années en Europe certains prétendus révolutionnaires tentent de "préparer les peuples à défendre leur indépendance nationale" contre l'"agression américaine" et surtout "russe". Pour ce faire, les maoïstes essayent de démontrer que les positions que nous défendons (ci-dessus) sont teintées de révisionnisme et de trotskysme (I) et utilisent des arguments répugnants, non nouveaux puisqu'ils sont identiques à ceux qui ont entraîné des millions de prolétaires dans le second conflit impérialiste. Pour justifier la participation du prolétariat belge dans la défense de son pays lors d'une agression de la part d'une super-puissance, "Lutte Communiste" dans sa brochure "la révolution et la guerre" ne recule devant aucun moyen : il cite Lénine "Une caricature du marxisme" (T23 p 33), mais la méthode est bien connue, on tire une phrase en dehors de son contexte et ainsi on lui fait dire ce que l'on veut, regardons d'un peu plus près ce texte, voici quelques passages dont LC n'a jugé bon d'en conserver qu'un seul :

"Si l'"essence réelle" de la guerre est la redistribution des colonies, le partage du butin, le pillage de terres étrangères (telle est la guerre de 1914-1916), alors la phrase sur la défense de la patrie "ne tend qu'à mystifier le peuple". (Cité par nous)

"Comment donc découvrir l'"essence réelle" de la guerre, comment la définir ? La guerre est la continuation de la politique il faut étudier la politique avant la guerre, la politique qui mène et a amené la guerre. Si la politique était impérialiste, c'est à dire que si elle défendait les intérêts du capital financier, pillait et opprimait les colonies et les pays étrangers, la guerre qui en découle est une guerre impérialiste. Si c'était une politique de libération nationale, c'est à dire exprimant un mouvement de masse contre l'oppression nationale, la guerre qui en découle est une guerre de libération nationale. (Cité par eux)

"L'homme du commun ne comprend pas que "la guerre est la continuation de la politique", aussi ce contente-t-il de dire que "l'ennemi attaque", que "l'ennemi a envahi mon pays". sans se demander dans quel but on fait la guerre, par quelles classes elle est faite, en vue de quel objectif politique. ...

"Pour l'homme du commun, l'important est de savoir où sont les troupes, qui ont actuellement le dessus. Pour le marxiste, l'important est de savoir dans quel but est menée la guerre actuelle, au cours de laquelle tantôt l'une tantôt l'autre armée peut être victorieuse". (Cité par nous)

Le critère n'est donc pas qu'une nation soit occupée ou non, que tel ou tel pays soit responsable, la question est de déterminer le caractère de cette guerre, une guerre opposant les super-puissances ne peut être que mondiale et impérialiste. Et L.C ne se tire de ce mauvais pas qu'en invoquant la théorie des trois mondes : ainsi les pays du 2° monde (les pays d'Europe) doivent s'unir avec le 3° monde (1/3 monde) pour faire échec aux "super-puissances". Ce qui les amène à faire bloc avec la bourgeoisie (outre donc qu'ils appellent à la défense de la patrie comme nous venons de le voir) en se taisant totalement sur l'activité de la bourgeoisie du 2° monde dans les zones arrières, en Afrique par exemple. Voilà pourtant une politique qui "défend les intérêts du capital financier, pille et opprime les colonies" une politique qualifiée d'impérialiste par Lénine lui-même mais que les maoïstes ignorent superbement ! Ils se taisent d'autant plus quand ces pillages sont fait avec la complicité active de la Chine. Ainsi la dialectique maoïste a fait des prodiges : d'impérialistes qu'ils étaient en 1914, les pays européens sont aujourd'hui devenus des pays arriérés.

Par ailleurs les concepts d'indépendance et de libération nationales sont par eux falsifiés. De tout temps le marxisme a rejeté la revendication de l'indépendance nationale affirmant bien fort dès sa naissance que les prolétaires n'ont pas de patrie (donc pas d'indépendance nationale à défendre, celle-ci étant, comme nous le verrons, utopique sous le capitalisme). Pourtant les communistes soutiennent et luttent lors de la révolution démocratique bourgeoise pour la libération nationale du pays : pour l'abolition du joug étranger, pour la démolition des structures féodales et la constitution de la nation (langue, marché ...) car cette lutte est nécessaire pour que le prolétariat et les masses paysannes pauvres puissent partir à l'assaut des citadelles du capital ainsi développé. En Europe, y-a-t-il un pays où la nation reste à constituer ? Non, et c'est bel et bien d'indépendance nationale que les maoïstes nous parlent : de défense de la vieille patrie bourgeoise dont Lénine disait dans le texte cité par L.C (mais quelques lignes plus loin) :

"En bref : la guerre entre les grandes puissances impérialistes (c'est à dire qui oppriment toute une série de peuples étrangers qui les tiennent ligotés par les entraves de la dépendance à l'égard du capital financier, etc) ou en alliance avec elles, est une guerre impérialiste. Telle est la guerre de 1914-16. Dans cette guerre, la "défense de la patrie" est une tromperie qui sert à la justifier.
"La guerre menée contre les puissances impérialistes, c'est à dire oppressives, par les opprimés (par ex. les peuples coloniaux) est une guerre véritablement nationale. Elle est possible également à présent. La "défense de la patrie" par un pays nationalement opprimé contre celui qui l'opprime n'est pas une tromperie et les socialistes ne sont nullement contre la "défense de la patrie" dans une telle guerre." (T23 p 34)

Les positions maoïstes sont caractéristiques de la petite bourgeoisie qui croit que le capitalisme peut faire machine arrière et revenir à la libre concurrence, qui croit possible dans le système de production capitaliste (dont l'anarchisme est la première caractéristique) un équilibre entre les pays qui seraient tous "indépendants" et échangeant pacifiquement et parcimonieusement des marchandises; ce que déjà Marx dans le "Manifeste" démontrait comme étant impossible, utopique, il y a de cela 100 ans.

Mais outre que ces positions ont un relan de démocratisation petit-bourgeois, elles se ressentent surtout du fait que le maoïsme n'a jamais su faire table rase du stalinisme qui l'infecte et ces positions sont le reflet de la théorie la plus dévastatrice du stalinisme : la théorie du socialisme dans un seul pays (comme si le mercantilisme pouvait coexister sans sortir tout son arsenal de guerre avec le socialisme).

Le stalinisme qui a justement tué dans l'oeuf l'énergie du jeune prolétariat chinois, qui a prôné l'alliance avec la bourgeoisie, a abandonné la direction de la révolution à la petite bourgeoisie, empêchant toute transgression de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne. Les maoïstes voient dans la Chine un pays socialiste (alors même qu'elle amorce une accumulation capitaliste) et dans son commerce extérieur un échange amical réciproque (et non un sordide marchandage bourgeois) (2).

Pour préparer le peuple à prendre les armes contre les super-puissances et surtout contre l'URSS, nos maoïstes ne reculent devant rien : c'est ainsi qu'ils crient haut et fort au déclin de l'impérialisme yankee et donc au danger soviétique. Effectivement les USA sont en "déclin" mais ceci reste très relatif; dans l'absolu, ils restent toujours la plus grande puissance. Il est vrai également que l'URSS accélère son armement et a une politique plus guerrière dans la mesure où justement elle est plus faible, et c'est également pour faire face à une situation rendue plus difficile; vu le changement d'alliance de la Chine, la possibilité pour les sous-marins américains d'atteindre la Russie depuis l'Océan Indien avec des fusées Polaris, le recul russe au Moyen-Orient amorcée en 1970. L'analyse maoïste n'entre pas dans ces considérations et se contente d'exhiber des statistiques concernant l'armement soviétique pour resserrer la "théorie des guerres défensives". Rappelons qu'au moment de l'éclatement de la première guerre mondiale, alors que les Vandervelde de tous les pays dénonçaient dans la bourgeoisie des autres pays l'agresseur et le fauteur de guerre, Lénine a montré non seulement qu'il était stupide d'attribuer la responsabilité de la guerre à celui qui tire le premier coup de fusil ou franchit en premier la frontière du voisin, mais aussi de vouloir rejeter cette responsabilité sur le ou les Etats capitalistes dont l'essor se heurte à la domination mondiale et au monopole des impérialismes plus anciens : c'est l'ensemble du système capitaliste mondial, c'est l'existence même de l'impérialisme mondial, stade suprême du capitalisme, qui produit nécessairement les guerres. Tant que subsistera le capitalisme, la guerre menacera l'humanité, et il n'y a pas d'autre fauteur de guerre que le capital. Ainsi, si la théorie de la "guerre défensive" sait flatter le chauvinisme du petit-bourgeois occidental tout en servant parfaitement les intérêts anti-russes du capitalisme chinois, la théorie de la croisade anti-fasciste, elle, va dans le sens du poil démocratique du même petit bourgeois :

L'URSS est présenté comme "l'impérialisme fasciste" qui menace les conquêtes ouvrières que seraient les démocraties parlementaires européennes. Ainsi nos maoïstes pour se débarrasser d'une forme de dictature bourgeoise n'hésitent pas à prôner l'alliance avec leur propre bourgeoisie nationale qualifiée de "démocratique".
Quand en 1924, la Gauche Communiste italienne a refusé d'entrer dans le front anti-fasciste avec les démocrates (dont les futurs stalinien), et les socialistes, c'est parce qu'elle luttait contre toutes les formes que pouvait prendre la dictature bourgeoise et qu'elle savait ne pas pouvoir utiliser l'Etat "démocratique" comme allié ou arbitre dans la lutte contre le fascisme. Nos maoïstes sont à cent lieues de cette conception, eux qui se réclament de la résistance anti-nazie, incapables qu'ils sont de comprendre que la grande croisade démocratique contre l'Allemagne a forgé l'impérialisme US qui a pu réaliser en grand ce que le nazisme avait ébauché !
Il est vrai que les maoïstes regrettent la faiblesse du PCB au sortir de la guerre, ses "hésitations". Pourtant il est clair que celui-ci ne cherchait nullement à réaliser la révolution prolétarienne qu'on en juge : voici ce qu'il écrivait dans le "Drapeau Rouge" clandestin d'Octobre 1943 :

"Au lendemain de la victoire, la politique du PC sera déterminée par les mêmes mobiles : fidélité à la cause du peuple (et non du prolétariat NdR), volonté de combattre l'oppression (mais la lutte contre l'oppression de classe est subordonnée à celle contre l'oppression impérialiste étrangère en commun avec les ... oppresseurs impérialistes nationaux NdR), d'écraser le fascisme (au nom de la démocratie c'est à dire au nom d'une autre forme de domination de la bourgeoisie), de châtier la trahison. Les communistes savent fort bien que le désordre ne servirait que la réaction et le fascisme larvé (air connu). Loin de fomenter les troubles, ils mettront tout en oeuvre pour établir et maintenir l'ordre démocratique".

En fait, prétendre comme le font les maoïstes que l'on peut s'émanciper de l'hégémonie impérialiste dans le cadre de la politique nationale signifie tout simplement soumettre les intérêts du prolétariat à ceux de son Etat. C'est évidemment comme une alliance nécessaire pour réaliser les nouveaux buts de paix et d'indépendance nationale (premier pas vers le socialisme) que les maoïstes présentent leur soumission à la bourgeoisie patriotique.

Cela ne se fait pas sans heurt dans ces organisations maoïstes qui avaient acquis une certaine influence grâce à la phrase revendicative dure. Le principal de la polémique intérieure qui les agite concerne le dosage entre "propagande pour l'indépendance nationale" et "propagande pour le socialisme" (entendez entre la servilité pour la bourgeoisie patriotique et l'influence sur les prolétaires combattifs).

Quoi qu'il en soit, l'infamie du stalino-maoïsme, ce n'est pas seulement se couvrir du "communisme" pour enfoncer le prolétariat dans le marais de la politique bourgeoise, c'est aussi d'utiliser son influence internationale pour un jeu national et d'être devenu un facteur de stabilisation de l'ordre impérialiste mondial.

- 1 - Notons par ailleurs que les trotskystes actuels ont depuis longtemps renié la position de Lénine sur la guerre, ce reniement atteignant son apogée lors de la participation à la résistance durant la 2^e guerre mondiale.
- 2 - Voir le Prolétaire N° 234 et 235

Suite des interventions et correspondance de la p II

A PROPOS D'UNE REUNION DU CCI

Nous avons eu dernièrement l'occasion d'intervenir dans une réunion publique du CCI à Liège qui était consacrée au terrorisme. Encore une fois nous y avons dû combattre l'indifférentisme de ce courant qui se contente d'une vision idéaliste, qui n'a rien à voir avec le marxisme, de la lutte des classes (nous n'y reviendrons pas car bon nombre d'articles de notre bi-mensuel ont été consacrés à cette question). Une vision qui lui fait ranger pêle-mêle dans la "gauche de la bourgeoisie" tous les mouvements qui lui sont extérieurs (des mouvements de libération nationale, aux gauchistes et à la RAF !)

L'essentiel des arguments développés par les militants du CCI à notre rencontre étant que nous avons abandonné le programme communiste en nous "lançant" dans une activité visant à prendre la direction du mouvement prolétarien aussi bien du point de vue des luttes immédiates (notre activité dans les syndicats) que des luttes futures (insurrection, dictature) alors que, pour eux, le "Parti" doit tout juste être capable d'« éclairer les masses prolétariennes qui par ailleurs ne pourront livrer de grands combats révolutionnaires sans avoir déjà acquis le haut niveau de conscience. Comme on le voit ces arguments sont excellents pour limiter le rôle du parti à une simple propagande, en attendant que les masses comprennent enfin où est la vérité ! Mais, messieurs du CCI, à force de poser la conscience des hommes comme un préalable au communisme, vous allez finir par être d'accord avec tous ces professeurs de marxisme qui pullulent dans le monde et qui prennent prétexte du niveau actuel de conscience de la classe ouvrière pour ne rien faire, ou plutôt si, pour retarder un peu plus la révolution prolétarienne. Celle-ci sera avant tout non pas un problème de conscience mais une question de heurt inévitable entre les classes, heurt dans lequel le Parti Communiste représentera la conscience en même temps que la direction du prolétariat ! La construction de ce parti étant tout à fait incompatible avec l'orientation prise par le CCI.

EN FRANCE

La mascarade de l'«ouverture sociale»

Comme on le savait déjà, Barre n'a rien à donner. Après comme avant l'«ouverture sociale», les prolétaires auront les mains vides. Le programme est le suivant, selon Le Matin du 18/4 : « maintien de la politique de rigueur économique » et « libération progressive des prix industriels ». Mais on sait déjà qu'à l'attaque ouverte du pouvoir d'achat avec blocage des salaires et réforme de la Sécurité Sociale, le patronat veut ajouter l'accentuation de l'exploitation grâce à l'« aménagement » du temps de travail.

Ce que demande Barre aux syndicats, c'est donc de l'aider à mettre sur pied la méthode la plus astucieuse pour serrer ce tour de vis supplémentaire, moyennant quelques miettes localisées qui devront être, comme le déclare Fourcade dans Les Echos du 18/4, compensées par un accroissement de la pression fiscale : ce qu'on donnera ainsi aux secteurs remuants pour les faire tenir tranquilles, grâce à la politique du SMIC (porté à 1.850 ou 1.900 F au 1^{er} juillet...) et des négociations par branche et par entreprise, on le prendra uniformément à l'ensemble de la classe ouvrière. Joies et délices du réformisme !

Maire et Henry sont satisfaits que les maîtres leur parlent enfin, et heureux de se sentir écoutés « après une longue période de blocage qui devenait dangereuse », selon les termes communs des « partenaires sociaux ».

Seule la CGT feint maintenant de prendre du recul par rapport à cette « déception », mais c'est pour préparer le moment où elle fera la même chose que les autres, mais, comme il sied à la tradition de la vieille dame, avec passion.

programme communiste

N° 76 (mars 78)

- Sur la voie du parti « compact et puissant » de demain.
- L'Afrique, proie des impérialismes : — Introduction : la trajectoire tourmentée de l'Afrique. — La lutte pour les marchés africains
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale : De la crise de 1923-1924 à celle de 1925-1926.
- Fastes de la domination impérialiste. Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie ? — Terrorisme d'Etat et « droits de l'homme » en Irlande du Nord.
- Notes de lecture. Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain. — Les contorsionnistes du PCF Circus.

En Israël, efforts insuffisants d'un syndicat « modèle »

Cependant qu'il poursuit l'extermination des foyers de résistance palestinienne, l'Etat d'Israël semble avoir du mal à juguler une vague revendicative stimulée par l'approche du renouvellement des conventions collectives.

Ce n'est pourtant pas faute de s'être donné une armée de fidèles sergents, prêts à jouer leur rôle de tampon entre les salariés mécontents et le gouvernement travailliste : le syndicat unique, l'Histadrout, a mis en avant des revendications pare-feu de blocage des prix et d'augmentation des salaires de 10 à 15 % (Le Monde du 10 mars 78). Mais ne

voilà-t-il pas qu'avec un manque de tact révoltant les travailleurs des transports, des postes, de l'enseignement, réclament des augmentations allant de 50 à 150 % ! La grève de la marine marchande se renforce, au point que l'on aurait envisagé la vente de plusieurs bateaux inutilisables. L'Histadrout ne semble même pas en mesure de « prendre le train en marche » : comme les carabiniers, les bonzes arrivent après coup, sans se mêler même aux grèves, pour... négocier.

Même dans l'Etat juif, il y a des bourgeois, des ouvriers, et, naturellement, des bonzes syndicaux...

● Accord bidon en Rhodésie

Le 3 mars, le premier ministre rhodésien a signé avec trois dirigeants noirs de l'intérieur un accord en vertu duquel la Rhodésie accèderait à l'indépendance à la fin de cette année après une période de gouvernement intérimaire, et qui consacre en fait le maintien de la suprématie blanche (3 % de la population) dans le pays. Selon cet accord, écrit *The Economist* de Londres des 11-17.3.78, « aucun pouvoir réel ne passera dans les mains des Noirs pendant la période intérimaire. [...] De plus pendant au moins dix ans après la mise en œuvre de la nouvelle Constitution, les Blancs pourront [...] conserver l'essentiel de leur pouvoir actuel sur les forces armées, la police et l'administration ».

La manœuvre de Smith est si grossière que non seulement les chefs du Front Patriotique qui dirigent la guérilla contre le régime de Salisbury n'ont pu que rejeter les termes de l'accord, mais que même les puissances occidentales, et en particulier les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, sont réticentes : elles craignent en donnant leur aval de se couper à la fois des dirigeants nationalistes rhodésiens et des gouvernements africains qui comptent sur elles, et de compromettre ainsi leurs intérêts présents et futurs en Afrique, en permettant à l'U.R.S.S. de profiter de la situation pour consolider ses positions sur le continent noir. « Cet accord, écrit *l'International Herald Tribune* du 7 mars, met en danger les intérêts américains les plus importants en Afrique. Ces intérêts exigent qu'il y ait une transition pacifique vers le pouvoir politique des Noirs dans toute l'Afrique australe et que soit évité tout conflit qui risquerait de provoquer l'intervention de puissances étrangères. Le moyen le plus sûr de promouvoir une transition pacifique est d'insister pour qu'il y ait un accord incluant le Front Patriotique. Si l'on veut empêcher cette transition, il suffit de persister dans un « règlement » qui amènera le Front à s'engager dans l'escalade, éventuellement avec l'aide des Cubains et des Soviétiques ».

Les impérialismes occidentaux n'ont pu que mettre leur veto au Conseil de Sécurité à la proposition d'accord rhodésien afin que la guérilla n'aille pas chercher un appui dans le camp impérialiste adverse. Au prolétariat des métropoles impérialistes de reprendre le chemin de la lutte directe, afin que ce soit de lui que vienne l'appui aux luttes anti-impérialistes en Afrique australe : il est le seul désintéressé, le seul qui puisse permettre à ces luttes de pousser au-devant de la scène leur aile plébéienne et prolétarienne, condition indispensable à leur caractère radical et conséquent.

La vague de grèves s'amplifie en Allemagne

Après les dockers, c'est au tour des typographes et des métallurgistes d'entrer en lutte en Allemagne contre les licenciements et pour la défense des conditions de travail.

Les typographes se sont mis en grève pour répondre à la menace que fait peser sur l'emploi de 30.000 d'entre eux l'introduction de l'informatique dans le système de composition. Le patronat a décrété un lock-out généralisé pour essayer de briser la lutte. Le syndicat de l'imprimerie, lui, n'avait rien trouvé de mieux, d'abord, que signer un accord avec les patrons que les travailleurs l'ont forcé à renégocier, puis, devant la reprise de l'agitation, recourir à des grèves ponctuelles dans certaines entreprises au lieu de lancer un mouvement général (en plus du souci de préserver la paix sociale, une des raisons de la tiédeur de la direction syndicale est que le syndicat doit payer 75 % de leur salaire aux ouvriers qui cessent le travail sur son ordre : règle bien faite, effectivement, pour entraver la généralisation de la lutte).

Les métallurgistes, de leur côté, réclament une augmentation de salaire de 8 %. Le patronat ne voulait pas lâcher plus de 3,5 %. Le syndicat de la métallurgie est intervenu : il a proposé au patronat de négocier autour de 5 %, plafond fixé par le gouvernement lui-même pour les augmentations de salaires ! C'est qu'il faut éviter que la victoire des dockers qui ont obtenu 7 % d'augmentation et 115 DM de prime ne serve d'exemple à leurs camarades. Gouvernement, patronat et syndicats s'emploient donc à faire plier les métallos. Il n'est pas évident qu'ils vont y arriver. Quoi qu'il en soit, la lutte des typographes et des métallos est un signe encourageant du réveil du prolétariat allemand que nous attendons.

Après l'enlèvement de Moro

Fastes démocratiques

Avec l'enlèvement spectaculaire d'Aldo Moro par les Brigades Rouges en Italie, après celui de Schleyer par la Rote Armee Fraktion en Allemagne, aucun doute n'est permis pour les marxistes.

Il y a là la confirmation expérimentale de l'appréciation que nous donnions il y a déjà quelques années, à savoir le décalage énorme entre la courbe économique du capitalisme et la courbe de la réaction prolétarienne. D'un côté, la terrible pression qui s'exerce sur le dos de la classe ouvrière, l'austérité, l'exploitation renforcée, le gonflement démesuré de la machine d'oppression étatique. De l'autre, la formidable énergie dégagée par l'exploitation et l'oppression de classe qui se perd dans les mille soupapes de sûreté du réformisme social et de la politique opportuniste. Et, sur les marges de la classe, là où le dispositif de sécurité est le plus faible, les jaillissements sporadiques de la révolte. En même temps qu'ils sont le signe de l'immense accumulation de matières inflammables que le capitalisme produit en quantités toujours plus gigantesques, le gage que demain la classe ouvrière devra se mettre en mouvement sous l'effet de déterminations matérielles inexorables, ils marquent l'impuissance du geste exemplaire, aussi incapable d'éveiller le prolétariat, parce qu'il nie le travail patient de préparation de la lutte et de sabotage systématique des amortisseurs

(suite page 17)

(suite de la page 1)

de la lutte sociale, que d'égratigner la carapace de la démocratie blindée.

Devant cette situation d'instabilité grandissante, et qui menace par sa seule tension le fonctionnement normal du capitalisme avant même que la classe ouvrière puisse se rendre apte à devenir l'agent actif de sa destruction révolutionnaire, la bourgeoisie se prépare à faire front, et de deux manières. D'une part, par une politique de réformisme social, d'autant plus fébrile qu'il s'agit d'imposer dans les faits l'austérité sans fard, la carotte démocratique, participationniste ; de l'autre, par le renforcement de l'Etat, la trixie, la matraque.

La situation italienne est donc de ce point de vue riche d'enseignements et, dans ce cadre, la position du P.C.I. prend une signification particulièrement lumineuse.

Partisan depuis longtemps de l'Etat fort, il est contraint, aujourd'hui qu'il est investi des responsabilités qu'entraîne son entrée dans la majorité, de faire part de ses vues avec un cynisme instructif. « A quelle réforme de la police pensez-vous ? », a demandé un journaliste du *Monde* à Pecchioli, le candidat-ministre de l'Intérieur du P.C.I. Voici la réponse : « Elle est triple : récupérer plusieurs milliers d'agents mal employés et les affecter aux services opérationnels ; revaloriser la profession pour permettre un plus grand recrutement ; constituer une unité opérationnelle entre les trois polices actuelles qui non seulement agissent séparément, mais se concurrencent. » (*Le Monde*, 19/20.3.78.)

Une police plus nombreuse, plus efficace, plus « opérationnelle » et surtout, ce que le fascisme lui-même n'avait pas réussi à faire, une police ultra-centralisée !

Le P.C.I. déclare bien qu'il est « contre les lois spéciales » qui « seraient contrai-

res à la Constitution ». Mais naturellement, c'est parce que « nous avons toutes les lois nécessaires. Il suffit de les corriger — c'est prévu dans le programme de la nouvelle majorité parlementaire — et surtout de les appliquer ».

Là aussi, le consensus de toutes les fractions bourgeoises permet d'obtenir à froid ce que le fascisme avait dû établir à chaud, un arsenal juridique permettant de passer en un clin d'œil de l'état normal à l'état d'urgence, au point qu'il est assurément de plus en plus difficile aujourd'hui de distinguer entre l'un et l'autre.

Il manquait, pour que la convergence soit plus grande encore, que l'Etat démocratique réalise, à l'instar du fascisme, une mobilisation des citoyens à l'appui de son action. Et là non plus le P.C.I. n'est pas en reste. Il reprend aujourd'hui les véritables appels à la délation qu'il avait lancés en novembre dernier à l'occasion de l'attentat contre le directeur adjoint de *La Stampa*. Le P.C.I. réclamait déjà une véritable mobilisation populaire contre la violence : « La défense de l'Etat démocratique, affirmait alors le même dirigeant du P.C.I., ne peut être déléguée seulement à la police et à la magistrature. Si des groupes violents ou leurs complices existent dans une usine, ils doivent être dénoncés par les autres travailleurs ». Même chose évidemment dans les quartiers des grandes villes : « Nous devons œuvrer, ajoutait-il, pour que les habitants de ces quartiers disent aux autorités ce qu'ils auraient appris, qu'ils les informent de ce qu'ils voient, etc. » (*Le Monde*, 19/11/77).

Il est clair qu'aujourd'hui c'est ce qui s'est fait à grande échelle. Non sans mal, cependant, semble-t-il : « Il y a eu une phase difficile. Mais le 16 mars, avec des manifestations dans toute l'Italie, un saut très important a été fait » (encore Pecchioli, *Le Monde* du 19/20.3.78). Mobilisation dont le journal *Rouge* du même jour ose se féliciter en titrant : « Les

travailleurs italiens dans la rue par centaines de milliers contre les Brigades Rouges et contre l'Etat bourgeois », et en expliquant que « les travailleurs ont tout de suite senti derrière cette action une attaque à leurs conquêtes démocratiques ». Mais au nom de quoi le P.C.I. mobilise-t-il les travailleurs, si ce n'est des « conquêtes démocratiques », à défendre avec... la police ? Il faut dire qu'il a eu pour ce faire l'appui de toute l'extrême gauche officielle, qui n'a pas hésité à hurler avec les loups.

La main dans la main avec *Il Manifesto* et le P.C.I. pour leur vision policière de l'histoire, *Democrazia Proletaria* : « Il faut examiner sérieusement l'hypothèse de liens avec des centrales de provocation internationale et avec les services secrets d'importantes puissances étrangères qui ont intérêt à créer le chaos dans notre pays ». Et *Lotta Continua* : « Les révolutionnaires ne doivent pas [...] plier sous les menaces des Brigades Rouges et de l'Etat, [mais] garantir les possibilités de lutte et d'organisation de l'opposition » (voir *Rouge* du 19/3 (*). Enfin, les G.C.R. (trotskystes de la IV^e) : « L'enlèvement d'Aldo Moro s'inscrit clairement dans une logique ultraréactionnaire, de par la gavage du massacre qui l'a accompagné, de par le choix de la cible (non seulement un des dirigeants les moins impopulaires de la Démocratie-Chrétienne, mais aussi le protagoniste d'une bataille contre l'aile la plus anticommuniste de son parti), de par le moment politique dans lequel il a eu lieu. [...] La marque de droite que porte sans équivoque l'enlèvement d'Aldo Moro et son utilisation politique rendent nécessaire une puissante mobilisation ouvrière. » (*Rouge* du 20-3-78.)

Si la démocratie marche à ce point, pourquoi y aurait-il besoin du fascisme ?

La bombe à neutrons n'est pas enterrée

La décision de Carter d'ajourner pour deux ans la fabrication de la fameuse bombe à neutrons qui devrait renforcer la défense de l'Europe occidentale et en premier lieu de l'Allemagne contre la supériorité russe en chars au cas d'une éventuelle *blitzkrieg*, est tombée à point nommé, précisément au moment où les relations avec la RFA « sont déjà tendues en raison des différends concernant la politique économique » (*Le Monde* du 8-4-78) et s'est accompagnée de deux autres points sur lesquels les feux de

l'actualité se sont moins braqués : « les lanceurs destinés à recevoir l'engin seront de toute façon adaptés » en prévision de sa fabrication ultérieure, mais non encore fermement décidée, et « de toute façon, les sept mille autres armes tactiques entreposées en Allemagne devront être modernisées dans les années à venir » (*Le Monde* du 9-10/4/78). De quoi continuer toujours le chantage armé à « l'allié » et « l'ami », tout en préparant de nouveaux conflits.

A quand l'enterrement du pacifisme ?

SUR LA NAISSANCE DU P.C.B.

1^{re} partie

Dans notre précédent numéro nous avons retracé les grandes étapes de la lutte du prolétariat belge jusqu'à la guerre 14-18 ainsi que l'histoire du Parti Ouvrier jusqu'à cette époque qui vit la faillite de la II^e Internationale en même temps que la déroute du prolétariat. La situation au moment de l'armistice était la suivante : la révolution russe apparaissait comme la première étape de la révolution mondiale et suscitait dans tous les pays et notamment en Europe occidentale un immense espoir.

D'autre part, le POB avait ouvertement joué un rôle contre-révolutionnaire en participant à l'Union Sacrée. La coexistence dans un même parti de réformistes et révolutionnaires était totalement impossible. C'est pourquoi la question de la séparation d'avec le social-chauvinisme était vraiment la plus importante. L'attitude des différents groupes et tendances de l'époque sur ce problème est donc déterminante.

Il est tout à fait clair que si finalement en Belgique le Parti Communiste sera formé de deux tendances, elles n'ont pas du tout eu la même position à propos de la rupture avec le vieux POB; l'une, celle de War Van Overstraeten, travaillant dès 1918 à celle-ci; l'autre, celle de Jacquemotte, subissant la scission en 1921 faute d'avoir pu "faire appliquer (au POB) un programme de lutte de classe" (1)

LES DEBUTS D'UNE OPPOSITION COMMUNISTE

Nous avons déjà pu voir dans la première partie que l'opposition des "Amis de l'exploité" (Jacquemotte et Cie) à la guerre était particulièrement ambiguë et modérée et qu'elle n'avait rien à voir avec le défaitisme prôné et appliqué par les bolchéviks.

L'armistice fut une nouvelle occasion pour le POB de donner à la bourgeoisie des gages de sa bonne foi, de son esprit de responsabilité, en vue de la conservation sociale. Nous pouvons citer ici quelques extraits du manifeste lancé à ce moment-là par le POB, manifeste qui recueille l'adhésion de Jacquemotte, Everling et qui révèle en contre-partie une opposition très nette à l'intérieur des jeunes gardes socialiste de Bruxelles. Cette opposition donnera quelques mois plus tard naissance à un premier groupe communiste. Voici donc quelques passages de cet appel lancé par le POB au "peuple belge" à un moment où les troupes allemandes quittent le front ouest et sont déjà atteintes par le vent de révolte qu'a fait naître la révolution russe :

"L'empire allemand s'effondre sous les coups des armées de l'Entente et de la révolution .. (sic!) ..

"Le peuple belge aidera de tout coeur au triomphe des principes de Wilson par la création de la ligue des peuples...

"Mais la réalisation de cette oeuvre de rénovation exige avant tout que le calme règne..

"Pas de fausses manoeuvres, pas de mouvements prématurés, pas de manifestations intempestives, attendez les mots d'ordre du POB".

En fait les mots d'ordre du POB n'iront jamais dans le sens du mouvement prolétarien, bien au contraire, et cet appel au calme et à la résignation suscitera la réponse suivante de la section de Bruxelles des Jeunes Gardes Socialistes (JGS - extraits) :

"Les membres de la JGS de Bruxelles, ont spontanément communiqué dans un sentiment de répulsion devant l'indécision de l'esprit qui anime tout le manifeste...

"Vous promettez ouvertement de collaborer au relèvement des ruines et à la restauration économique et morale du pays ... les ruines que la guerre, issue de l'antagonisme des intérêts capitalistes doit laisser dans tous les pays du monde, sont les ruines du régime bourgeois...

"Il faut que nous puissions passer, dès que nous pourrons nous appuyer sur les forces organiques du Parti et les forces de l'armée en marche, à un mouvement nettement révolutionnaire, sans modalité de réformes progressives et intermédiaires. A l'ennemi qui organise ses forces actives et ses forces diplomatiques, nous devons opposer nos forces révolutionnaires, pénétrées des principes socialistes capables de nous mener à la réalisation de la révolution sociale...."

On sait que peu de temps après les JGS de la Fédération bruxelloise refuseront de participer à la campagne électorale du POB en affirmant dans un ordre du jour leur décision de "profiter de la campagne électorale pour faire de la propagande socialiste en organisant des conférences, des meetings, en distribuant des journaux, des revues etc ..". Ce qui leur a valu les foudres de l'appareil du POB, une véritable levée de boucliers à laquelle se sont associés De Brouckère et même Jacquemotte. On leur reprochait leur "manque d'expérience, de savoir et de sens pratique". De Brouckère était pourtant mal placé pour parler, lui qui avait stigmatisé dans la "Neue Zeit" le fait que le POB, englué dans le parlementarisme et la légalité avait "mis en pratique le révisionnisme", mais il est vrai que c'était en 1911 (2).

Quant à Jacquemotte, il est tout à fait clair qu'il était lui-même convaincu de la priorité qu'il fallait accorder aux élections et de la stérilité des discussions en cours. Il sera d'ailleurs toujours convaincu de la nécessité d'un "parti de masse" capable de "mener la bataille électorale" dans la pure tradition réformiste et menchévique, à l'opposé de la véritable conception marxiste du parti, revendiquée par les Bolchéviks, qui faisaient de l'action électorale et parlementaire l'accessoire et affirmaient l'exigence du parti de classe fermé aux éléments hésitants et peu sûrs et formé au contraire de militants professionnels (3).

Après cet affrontement autour de la question électorale qui confirmait une fois de plus le rôle contre-révolutionnaire du POB et la volonté du groupe de l'"Exploité" d'y rester malgré tout, les choses vont aller très vite. Les JGS de Bruxelles vont lancer l'"Ouvrier communiste" (1^{er} Mars 1920) qui s'efforce de mener un travail de clarification politique indispensable au regroupement des marxistes révolutionnaires en Belgique, en vue de la constitution du Parti et de l'adhésion à la III^e Internationale.

Ce travail à cause de la jeunesse du groupe, ne se fera pas sans difficultés et même sans quelques erreurs, mais il ne fait aucun doute que lui seul répondait à la faillite de la II^e Internationale et à la corruption du POB, tout en allant dans le sens de la constitution du Parti Communiste mondial. D'ailleurs l'"Ouvrier communiste" en avait parfaitement conscience quand il indiquait qu'"à pareil moment, toutes les conditions spécifiques, belges, hollandaises, françaises ou allemandes disparaissent. La nécessité de classe n'est pas un phénomène national, mais social." (N^o du 1^{er} Mai 1920) et aussi quand il s'est efforcé de mettre ses propres thèses en accord avec l'Internationale, même si au départ, lors de sa constitution, il en paraissait éloigné (notamment sur les questions syndicales et parlementaires). Ce sera le seul groupe capable en Belgique de se ranger sans condition derrière la III^e Internationale, sans essayer de négocier son entrée dans celle-ci, en se ralliant à sa discipline.

Cela aussi, était le résultat de la formidable poussée révolutionnaire qui a suivi le premier grand conflit impérialiste.

Mais une des conséquences de celle-ci était aussi que des éléments ou des groupes cédant à la "mode" se ralliaient à l'IC, pour la forme et sans adopter véritablement son programme. L'"Exploité" était, en un certain sens, le reflet de ces tiraillements, et l'"Ouvrier communiste" devra très nettement s'en démarquer, il soulignait d'ailleurs que "la grande tourmente sociale que nous traversons, mêle aux forces communistes, des éléments obscurs et souvent les plus bas produits de la dégénérescence bourgeoise. Il faut les écarter avec la plus tranchante énergie. Il faut briser leurs intrigues destructrices. Ce n'est qu'à cette condition que partout nous pourrions nous acheminer vers la conquête de cette discipline qui sauve nos frères en Russie". (L'"Ouvrier Communiste" 1^{er} Mai 1920)

C'est ainsi que le groupe communiste de Bruxelles est parvenu à constituer en Belgique la section de l'IC; il n'était qu'un noyau, beaucoup de questions théoriques et tactiques n'avaient pas encore été totalement résolues par lui, mais il avait été capable de comprendre la nécessité de trancher dans le vif du vieux POB, sans s'accommoder des positions centristes à la Jacquemotte. Par là-même il se rapprochait de notre courant, la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien qui au congrès de Livourne (1921) de celui-ci provoqua la scission pour fonder le Parti Communiste, scission qui fut réalisée le plus à gauche possible. Nous terminerons cette partie en citant un ample passage de l'intervention de Bordiga au congrès de Livourne qui met en accusation la social-démocratie, mais aussi le centre "maximaliste" du PSI. On notera que ces arguments sont valables pour l'essentiel contre la tendance des "Amis de l'exploité". Notre prochain article sera consacré à la résolution des questions parlementaires et syndicales par le jeune PCB.

INTERVENTION DE BORDIGA AU CONGRES DE LIVOURNE (1921) DU PSI (4)

(EXTRAIT)

Les orateurs du Centre ont développé leur pensée tout à l'heure, mais qu'ont-ils dit, pour l'essentiel ? Ils ont dit, par exemple, qu'ils étaient pour la dictature, pour la violence. Ils l'avaient déjà dit à Bologne, mais alors leur adhésion était inconditionnelle, pleine d'enthousiasme, ils semblaient même réclamer une dose supplémentaire de dictature, une dose supplémentaire de violence. Aujourd'hui au contraire, l'orateur centriste qui a plaidé pour l'unité a louché entre les arguments opposés exactement de la même façon que l'orateur de la Droite à Bologne. Il s'est dit d'accord avec la dictature, mais seulement dans tel sens, avec telle signification, avec telle ou telle réserve ; d'accord avec la violence, mais seulement jusqu'à un certain point, à telle condition.

Je ne veux pas discuter de la question en elle-même, et c'est pour quoi je vous demande : pourquoi cette inquiétude ? Où est le danger ? Croyez-vous vraiment que notre prolétariat soit enclin à peser un peu trop sur son adversaire de classe, craignez-vous, en somme, que cette masse ouvrière n'en vienne à opprimer un peu trop cet adversaire qui aujourd'hui la piétine ? Bien sûr, ce n'est pas vous qui nous donnerez la raison et l'explication de cette inquiétude qui vous amène à atténuer nos thèses de Bologne, mais moi, je vous les donne, et j'affirme qu'elle vient de votre besoin de vous rapprocher de l'extrême droite qu'à Bologne, vous avez combattu avec nous.

Mais alors l'essentiel de votre argumentation tombe complètement.

Je ne veux pas parler ici de la notion de discipline, que vous avancez à nouveau et qui à Bologne a effectivement obtenu l'accord de la majorité du Parti. J'estime, nous estimons, pour les raisons données tout à l'heure, que les expériences faites depuis suffisent à condamner la discipline telle que vous l'entendez, et qui consiste à donner un programme révolutionnaire à un appareil de Parti non révolutionnaire et à doter d'un drapeau révolutionnaire une armée qui ne l'est pas. Mais alors, lorsque vous raillez la nullité et la stérilité de l'idéologie révolutionnaire, lorsque vous vous réjouissez parce que vous avez cru constater un échec de la méthode révolutionnaire, ce que vous raillez, ce que vous condamnez ce n'est pas notre méthode, c'est en réalité la vôtre, qui est parfaitement opposée à tout ce que nous soutenons. Pourquoi ?

Parce que les échecs du maximalisme italien ne sont pas les échecs du maximalisme en soi, mais de votre maximalisme, de ce maximalisme qui a refusé de se séparer des représentants du courant de Droite !

Terracini a critiqué tout à l'heure un argument caractéristique du rapport de la tendance unitaire et de ses raisonnements, mais il y en a encore un autre, et c'est celui de la convergence entre le parti et le mouvement syndical. En écoutant l'orateur de la tendance unitaire, j'ai eu l'impression d'être à nouveau en 1912 ou en 1914 et d'entendre Treves et Modigliani répéter à cette tribune les vieilles convictions social-démocrates qu'ils défendaient honnêtement dans nos discussions d'alors et selon lesquelles le Parti aurait dû s'identifier avec la lourde machine des organisations économiques du prolétariat. Ce n'est pas tout, car la motion proposée par l'autre tendance, et qui a été autorisée à figurer dans le texte qui sera soumis au Congrès, n'est pas claire du tout. Elle revendique la subordination du syndical au politique. Fort bien, mais comment cette subordination sera-t-elle assurée ? Si nous avons bien compris, en s'arrangeant pour que tous les responsables syndicaux soient inscrits au Parti. Toute la question est de savoir qui en décidera. Si le syndicat recevait jamais le droit de délivrer la carte du Parti politique à tous ses membres, il deviendrait le maître absolu du Parti, comme il a tenté de le faire pendant la guerre quand il a proposé que le mouvement soit dirigé par des comités paritaires du Parti et de sa propre organisation. La motion ne tranche pas cette question parce que son idée centrale est la suivante, avec une autre qu'on nous permettra d'aborder tout à l'heure : nous sommes pour la sélection dans le parti, mais nous ne voulons y travailler que quand les conditions seront mûres. Vous ne voyez donc pas qu'au sens marxiste, la tâche du Parti est précisément de se préparer à l'avance pour le moment du conflit, d'organiser à l'avance des troupes autour de son drapeau et d'y admettre exclusivement ceux dont on est sûr qu'ils prendront la bonne voie au moment crucial ?

J'en viens maintenant à l'idée d'unité, dans laquelle se dessinent la nouvelle formule, la nouvelle thèse, le nouveau processus révolutionnaire qui devraient selon vous se réaliser en Italie en dépit du schéma marxiste, en dépit des thèses de la III^e Internationale. On dit en effet que le prolétariat italien ira à la Révolution avec le Parti tel qu'il est, avec toutes ses conquêtes, avec tous les bastions dont nous nous sommes emparés, c'est-à-dire la Ligue des Coopératives, les élus des municipalités, des Provinces et du Parlement, car tout cela constituerait déjà un appareil de pouvoir aux mains de la classe ouvrière. Voilà une thèse qui définit clairement le courant que la III^e Internationale ne veut justement pas avoir dans ses rangs, car cette thèse est parfaitement réformiste. Nous affirmons au contraire, d'accord avec la tactique de Moscou, que ces bastions, ces Municipalités, ces sièges de députés, ces Coopératives, ces Ligues peuvent être les bastions de la révolution, mais qu'ils ne le sont pas par nature, qu'ils ne le seront que s'ils se trouvent dans les mains d'un Parti prolétarien ; aux mains d'un Parti qui n'approuverait pas la rupture décisive avec le passé qui s'est manifestée par la constitution de la III^e Internationale, ces bastions seraient au contraire autant de points d'appui de la contre-révolution.

La plupart du temps, ils ne représentent rien, mais il est bien plus probable qu'ils remplissent la deuxième fonction que la première, et qu'ils incitent à renier le socialisme plutôt qu'à s'élever à son niveau. La question étant précisément de savoir si ces organismes que le Parti possède sont ou non utilisables pour la Révolution, il ne faut pas commencer par affirmer que tout est déjà entre nos mains, alors que ces organismes sont en fait dispersés et qu'il en est de bien éloignés du but que nous poursuivons. Vous, vous prétendez que tout cela est utilisable pour la révolution. Pourquoi ? Parce que, dites-vous et c'est là une affirmation vraiment bizarre, tout cela constitue un appareil de pouvoir aux mains du Parti. Dans ce cas, le Parti socialiste italien serait un Etat dans l'Etat, une institution opposée aux institutions bourgeoises, et du même coup, il constituerait une exception vraiment extraordinaire à l'alternative posée par l'Histoire : « tout le pouvoir à la bourgeoisie ou tout le pouvoir au prolétariat ».

Quant à nous, nous sommes non seulement d'accord avec la tactique de Moscou contre cette hérésie, mais d'accord avec Marx qui disait que les organisations du prolétariat ne sont pas pour lui un patrimoine, puisqu'il reste l'éternel déshérité tant que le pouvoir bourgeois subsiste, mais seulement des jalons de la lutte par laquelle il se bat pour la future bataille révolutionnaire, dans laquelle il n'a rien à perdre que ses chaînes, et un monde à gagner.

Notes :

1 - Cahiers marxistes N°9, mars 1977 p44

2 - Pour poursuivre sa phrase "Le mouvement ouvrier adopta un matérialisme mesquin, il ne chercha partout qu'à réaliser de petits profits, de petites réformes, de petits avantages dans le cadre du milieu bourgeois. Au lieu de transformer le monde à son image, il se transforma lui-même à l'image du monde capitaliste". Publié dans le mouvement ouvrier en Belgique (reprint de la fondation Jacquemotte-Bruxelles 1965)

3 - Cette polémique qui était au centre de la création du bolchévisme (par la scission du POSDR) se trouve explicitée par Jacquemotte dans son rapport "sur la tactique du PCB" présenté au Ier congrès du Parti Unifié (1er Avril 1922), publié dans les cahiers marxistes, N° spécial Septembre 71 "D'aucuns - et dans la tradition de l'ancien parti (c'est à dire du groupe de WVO - Ndr) - voudraient rendre l'accès des groupes extrêmement difficile. Ils pensent que ne compte que la "qualité" et que la "quantité" est absolument secondaire - sinon dangereuse ... (c'est évidemment une version tronquée de la position du groupe de WVO). Mais nous devons, que nous le voulons ou non, constituer un parti de masse. Nous pouvons espérer réaliser en Belgique, un mouvement communiste pouvant conquérir auprès des travailleurs l'influence nécessaire qu'en constituant partout, dans le pays, des sections communistes où entrent ceux qui adhèrent au programme et aux statuts du parti, quitte aux groupes à contrôler sérieusement et constamment l'activité politique des membres, sans pourtant tomber dans l'abus (souligné par nous)... La formation d'un parti purement politique est, en Belgique plus difficile que n'importe quel pays, car les travailleurs n'ont jamais réellement constitué un parti politique pur (toujours les fameuses "conditions spécifiques") Ce congrès voudra se prononcer d'une façon très nette et repousser clairement toute tendance vers le renversement des groupes, vers la constitution de groupes fermés" (souligné par nous).

4 - Publiée en français dans "Programme communiste" N° 50 (Octobre 1970) sous le titre "La gauche communiste sur le chemin de la révolution".

PARTI ET CLASSE

Cette brochure contient les textes suivants :

- Thèses de l'Internationale Communiste sur le rôle du Parti dans la Révolution prolétarienne (1920)
- Parti et classe (1921)
- Parti et action de classe (1921)
- Le principe démocratique (1922)
- Dictature prolétarienne et parti de classe (1951)

précédées d'une ample introduction.

112 pages - 8 F - Commandes au Prolétaire.

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages 4,00 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - N° 1 à 42 épuisés
 - N° 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - N° doubles 43-44, 48-49, 51-52, 55 7,00 F
 - N° 58 (192 pages) 10,00 F
 - N° 59, 60, 62, 68 5,00 F
 - N° 64, 65 6,00 F
 - N° 66, 67, 68 8,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
 - Volume III - du n° 118 au n° 163 (années 1972-73) 40,00 F
 - Volume IV - du n° 164 au n° 210 (années 1974-75) 40,00 F
- Série « Les textes du Parti Communiste International » :
 - 1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
 - 2. Parti et classe, 112 pages 8,00 F
 - 3. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages en réimpression
 - 4. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages 7,00 F
 - 5. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 - 6. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours en réimpression

EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919, dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920, dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages 45,00 F
- Série « I testi del partito comunista internazionale » :
 - 1. Tracciato d'impostazione - I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 - 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 - 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 - 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 - 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 - 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE

- 1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 6,00 F
- 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
- 4. Die Grundfragen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F
- 5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen?, 132 pages 10,00 F
- 6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE

- Série « The Texts of the International Communist Party » :
 - 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 - 2. Party and Class 5,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série « Los textos del partido comunista internacional » :
 - 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 - 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 - 3. Partido y clase 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE

- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 5,00 F
- Série « Os textos do partido comunista internacional » :
 - 1. Teses características do partido: bases de adesão 3,00 F
 - 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 - 3. Os fundamentos do comunismo revolucionário 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e
 Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au C.C.P. 2202-22 L Marseille (F. Gambini).
 Envois : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.

NOTRE PRESSE

EST EN VENTE :

- BRUXELLES :
"La borgne Agasse"
45, rue St Jean
- LOUVAIN LA NEUVE
"Centre Galilée"
Place de Galilée
- ANVERS
Free press Bookschoon
Walstraat, 7
- CHARLEROI
"Clunny"
86, bd Tirou
- LIEGE
"L'autre livre"
- MONS
Ch Fordham
15, rue des Fripiers

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 32 F - 320 FB - 4.800 Lires - 20 FS - 200 Esc.
 £ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 250 Lires - 1 FS
 Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 4.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 P. - \$ 1.00
 Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
 Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 4 F - 40 FB - 600 Lires - 2,50 FS
 Abonnement annuel : 16 F - 160 FB - 2.400 Lires - 10 FS